


Inde

Etude réalisée dans le cadre
de la mission économique conjointe
présidée par SAR le Prince Philippe



du 20 au 27 mars 2010



agence pour le
commerce extérieur

Préface

La mission économique belge qui nous conduira en Inde en mars 2010 prend place dans un contexte économique encore largement fragilisé par la crise financière mondiale. Portée par une demande interne vigoureuse et résistant aux turbulences mondiales bien mieux que les économies occidentales, l'Inde sort relativement indemne de ces temps difficiles en affichant un insolent taux de croissance de plus de 6 % en 2009. Nul doute que cette performance exceptionnelle offre des perspectives substantielles en termes d'opportunités d'affaires.

Un partenariat économique entre les deux pays ne peut qu'être bénéfique. En effet, l'Inde est un marché émergent à la recherche de technologies de pointe et de produits qui puissent satisfaire sa demande domestique, qui connaît une croissance constante. En Belgique, la maturité du marché pousse les acteurs économiques à offrir à l'export leur expertise et leurs compétences. Ces dernières années, cette situation a plutôt desservi la Belgique, traditionnellement tournée vers les pays voisins proches. La très bonne résistance de l'économie indienne à la crise présente des opportunités à saisir en termes de commerce extérieur. Le développement des échanges commerciaux bilatéraux a consolidé au fil du temps les relations entre les deux nations. Ils restent néanmoins limités à quelques secteurs d'activité. Les synergies à exploiter sont innombrables, notamment dans le domaine des infrastructures, de l'énergie, des technologies de pointe, de l'agroalimentaire, du pharmaceutique, ... L'Inde et la Belgique partagent des valeurs communes ; démocratie, courage, esprit d'entreprise et volonté constituent les bases d'un partenariat durable.

Ce rapport constitue la première étape de la mission qui nous mènera en Inde. Il a pour objectif de donner une vision actuelle de l'économie et des secteurs d'opportunités indiens à nos entreprises belges. L'Agence pour le Commerce Extérieur, entourée de ses partenaires régionaux, Brussels Export, Flanders Investment and Trade et l'Agence Wallonne à l'Exportation, espère que les besoins tant des clients privés que publics indiens pourront être concrétisés par des contrats commerciaux. Appuyés par les équipes régionales locales, attachés économiques et commerciaux, nous mettrons tout en œuvre afin que cette mission soit fructueuse.

Nous souhaitons que la lecture de cette étude vous donne déjà un avant-goût prometteur de notre prochaine mission.

Fabienne L'Hoost
Directeur général adjoint



Marc Bogaerts
Directeur général



Executive summary

Depuis son indépendance, en 1947, jusqu'au début des années 1990, l'Inde a suivi un modèle de développement de type socialiste et planificateur. Dans les années 1990, les réformes se sont accélérées. Caractérisées par un libéralisme modéré, les maîtres mots en sont privatisations, déréglementation et ouverture de l'économie sur le monde extérieur. Elles ont pris place graduellement. Le pays s'est ainsi assuré une croissance régulière, bien que notablement inférieure à celle de la Chine.

Poussée par une population jeune et dynamique, l'Inde présente cependant l'image paradoxale d'un pays riche où la majorité de la population est pauvre. La démographie est un atout mais également un défi. La nation dispose en effet d'un potentiel humain qui constitue un immense réservoir de personnes compétentes, ce qui stimule la croissance économique. Par ailleurs, l'essor démographique est tel que les infrastructures et l'offre énergétique ne peuvent plus répondre à la demande interne, un des moteurs du développement du pays.

La contribution des services à la croissance n'a cessé de se renforcer à partir du milieu des années 1980. L'Inde est devenue un des leaders mondiaux en termes d'outsourcing notamment informatiques.

L'Inde est encore relativement peu ouverte à l'économie mondiale. Le commerce extérieur ne représente que 24 % du P.N.B. (pour plus de 40 % pour la Chine). Les potentialités d'affaire y sont donc importantes même si, jusqu'à présent, la majorité du commerce bilatéral belgo-indien se réalise dans le secteur diamantaire.



L'analyse sectorielle de la présente étude met ainsi en évidence les secteurs présentant de nombreuses opportunités d'affaires. Si les infrastructures et l'approvisionnement énergétique sont le talon d'Achille du pays, c'est là également que se présentent, entre autres, des possibilités de partenariat fructueuses. En effet, les bailleurs de fonds internationaux montrent un intérêt tout particulier pour le développement des réseaux de communication et l'approvisionnement suffisant en énergies, notamment alternatives. Les budgets y consacrés se montent à plusieurs centaines de milliards de USD. Si la quasi-totalité des entreprises de ce secteur était, précédemment, sous contrôle public, les choix posés par le gouvernement indien ont consisté à introduire le secteur privé dans le financement et la gestion. Des progrès considérables ont ainsi été accomplis notamment sur le marché de la téléphonie mobile, un des plus dynamiques du monde.

L'expertise et le savoir-faire belge seront également largement appréciés pour les activités informatiques, automobiles, agroalimentaires, audio-visuelles et pharmaceutiques. La taille du marché indien et l'émergence d'une classe moyenne de plus en plus nantie devrait attirer les acteurs étrangers.

La crise économique actuelle représente donc une occasion d'exploiter les complémentarités des 2 pays et ce, dans de nombreux domaines d'activité.

Table des matières

Préface

Executive Summary

1	Données générales	6
2	Données économiques	8
	2.1. Indicateurs clés	9
	2.1.1. P.N.B. 2008, en milliards de USD	9
	2.1.2. Croissance du P.N.B.	9
	2.1.3. Composition sectorielle du P.N.B.	12
	2.1.4. Pouvoir d'achat	14
	2.1.5. Inflation	15
	2.2. Commerce extérieur	16
	2.2.1. Relations commerciales mondiales	16
	2.2.2. Relations commerciales bilatérales	20
	2.2.3. Appréciation du risque par le Ducroire	23
	2.3. Investissements directs étrangers	24
	2.3.1. Généralités	24
	2.3.2. Premiers pays investisseurs en Inde, 1991-2008	25
	2.3.3. Secteurs de prédilection, 2004-2008	25
	2.3.4. Principales régions bénéficiaires	25
	2.3.5. Multinationales	25



3	Approche sectorielle	26	4	'Success stories' récentes	50
	3.1. Infrastructures	27	5	Étiquette	56
	3.1.1. Routes	28	6	Adresses utiles	60
	3.1.2. Rails	29		6.1. Belgique	61
	3.1.3. Ports	30		6.2. Inde	61
	3.1.4. Aéroports	31		6.3. Sites à consulter	62
	3.2. Énergie et énergies renouvelables	33		6.3.1. Organismes officiels	62
	3.2.1. Électricité	35		6.3.2. Appels d'offre	63
	3.2.2. Charbon, pétrole et gaz	36	7	6.3.3. Chambres de commerce	63
	3.2.3. Nucléaire	37		Sources	64
	3.2.4. Hydroélectricité	37			
	3.2.5. Éolien	38			
	3.2.6. Solaire	38			
	3.3. I.C.T.	39			
	3.3.1. Matériels, logiciels et services	39			
	3.3.2. Télécommunications	42			
	3.4. Automobile	44			
	3.5. Agroalimentaire	47			
	3.6. Audiovisuel et industrie du film	49			

1

Données générales



1. Données générales

- **L'Inde** est la plus grande démocratie mondiale,
- **Population** : 1.13 milliards (mi-2007), soit près de 18 % de la population mondiale,
- **Espérance de vie** : 69 ans - Belgique : 80 ans,
- **Mortalité infantile** : 32/1000 - Chine : 21/1000 - France : 4/1000,
- **Taux d'analphabétisme en 2007** : 39 % à l'âge adulte - en Chine : 9 %,
- **Superficie** : 3,2 millions de km², soit plus de 100 fois la Belgique et 7^{ème} rang mondial,
- **57 % de terres agricoles, 26 % de zones forestières et 27 agglomérations de plus d'un million d'habitants dont les principales sont :**
 - Mumbai : 20 millions d'habitants, deux fois la population belge et la 5^{ème} ville mondiale en termes de population,
 - New Delhi : 18 millions et 8^{ème} ville mondiale,
 - Kolkata : 15 millions et 14^{ème} ville mondiale,
 - Chennai : 7 millions,
 - Bangalore : 6.25 millions,
 - Hyderabad : 6.1 millions,
- **Capitale** : New Delhi,
- L'Union indienne est composée de 28 Etats fédérés et de 7 territoires,
- **Langues** : l'hindi est la langue nationale et langue principale de 30 % de la population. Il existe 17 autres langues officiellement reconnues. L'anglais est répandu dans les milieux d'affaires et est également utilisé comme deuxième langue.
- **Religion** : - Hindouisme : 80.5 % de la population,
 - Islam : 13.4 %,
 - Christianisme : 2.3 %,
- **Climat** : - Mousson,
 - Hautes températures en été et hiver sec,
- **Relief** :
 - Plaine du Gange : la plus peuplée et la plus fertile,
 - Nord : chaînes montagneuses de l'Himalaya,
 - Nord-ouest : régions désertiques,
 - Plateau du Deccan,
- **Ressources naturelles** : charbon, fer, pétrole, gaz, manganèse, diamants et autres minerais,
- **Monnaie** : la roupie indienne (code ISO : INR) - Cours moyen EUR/INR, depuis le 7/12/2009 : 69.30,
- **Année fiscale** : 01/04 → 31/03,
- **Indicatif téléphonique international** : + 91,
- **Fuseau horaire** : GMT + 5:30.

2

Données économiques



1. Données économiques

2.1. Indicateurs clés

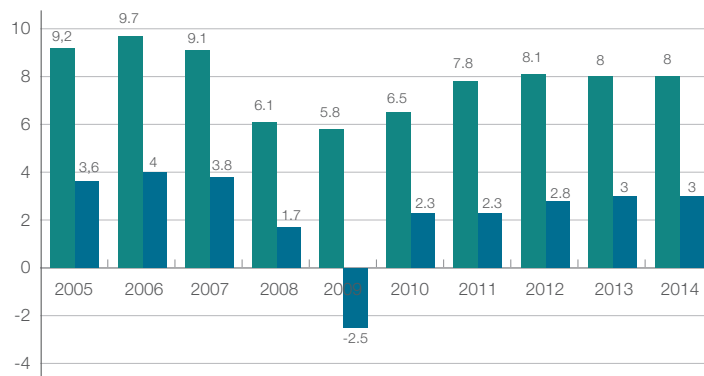
2.1.1. P.N.B. 2008, en milliards de USD

En 2008, l'Inde est la 12^{ème} économie mondiale, en termes de P.N.B. exprimé en taux de change du marché, et la 4^{ème}, sur base du P.N.B. exprimé en parité de pouvoir d'achat.

2.1.2. Croissance du P.N.B.

Entre 2003 et 2008, le taux de croissance moyen de l'Inde s'est élevé à 8.8 %, soit une performance largement supérieure à la moyenne mondiale.

Taux de croissance du P.N.B.,
en %, réels et estimés



Source : Economist Intelligence Unit <http://www.eiu.com>

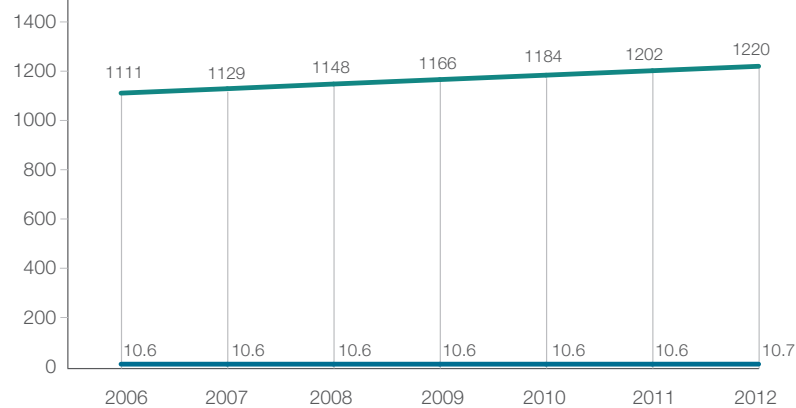
■ Inde ■ Monde

Cette croissance s'explique par les facteurs suivants :

■ L'augmentation de la consommation des ménages est soutenue par :

- Une croissance démographique conséquente. Chaque année, la population indienne compte 18 millions d'individus supplémentaires, soit l'équivalent de la population australienne. Elle a quadruplé en un siècle. Au niveau mondial, elle occupe la deuxième place, après la Chine. Elle héberge plus de 20 % de la population mondiale. L'Inde est aussi la seule grande économie mondiale où la population en âge de travailler va augmenter. Une telle structure démographique est un puissant facteur de dynamisation de l'économie.

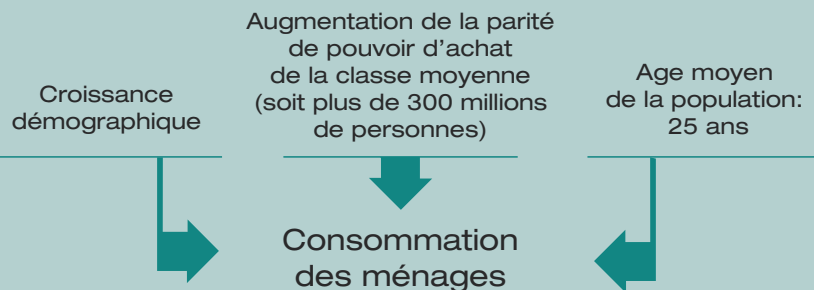
Population, en millions d'habitants,
réelle et estimée



Source : Economist Intelligence Unit <http://www.eiu.com>

— Belgique — Inde

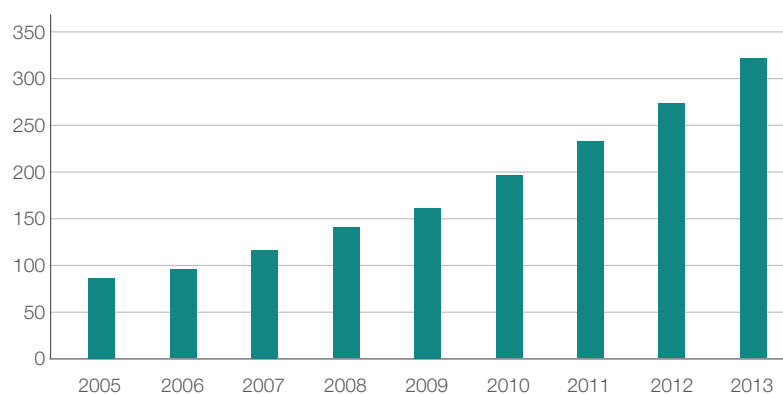
- L'augmentation du pouvoir d'achat de la classe moyenne, soit plus de 300 millions d'individus,
- Une moyenne d'âge basse : 25 ans. 70 % de la population a moins de 36 ans.



La consommation des ménages représente une part importante du P.N.B. indien, soit plus de 56 % en 2008. L'économie indienne étant principalement dépendante de sa demande interne, elle a donc été moins touchée que les autres pays par la crise économique et financière. La consommation des ménages a joué un rôle déterminant dans la stabilité économique du pays.

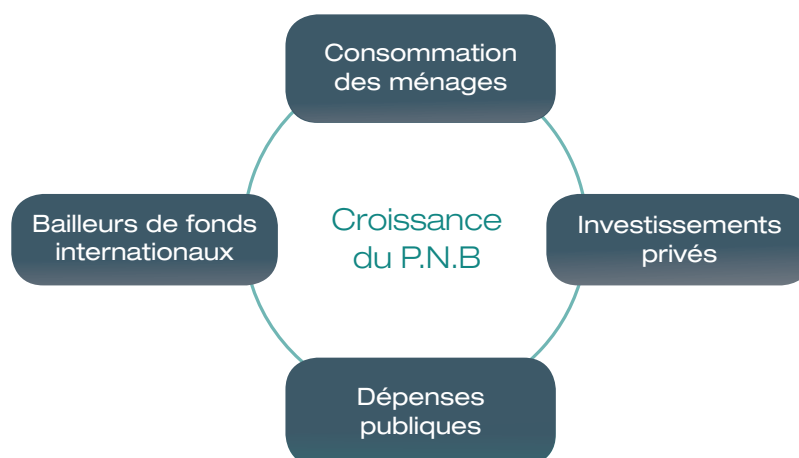
- **Le deuxième facteur** qui explique la croissance du P.N.B. est l'importance des dépenses publiques. Conscient que le développement du pays passe par une rénovation et une extension des infrastructures existantes, le gouvernement ne lésine pas sur les investissements publics. De même, le pays connaissant un déficit énergétique important, les pouvoirs publics libèrent des budgets considérables afin de remédier à cette situation (voir section 3.2 Énergie et énergies renouvelables).

Dépenses publiques,
en milliards de USD, réelles et estimées



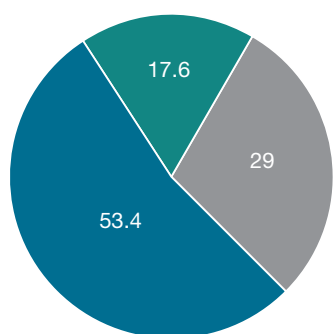
Source : Economist Intelligence Unit <http://www.eiu.com>

- **Les investissements du secteur privé** sont soutenus par la politique libérale du gouvernement (déréglementations et fiscalité avantageuse) ainsi que par une forte tradition entrepreneuriale. Pour les exercices 2007/2008 et 2008/2009, ils ont enregistré des taux de croissance respectifs de 8.2 % et 6 %.
- **La Banque mondiale**, la Banque asiatique de développement, la Banque japonaise de développement et l'Union européenne, entre autres, soutiennent les projets d'optimisation d'infrastructures et de mise à disposition d'une capacité énergétique suffisante ... Les interventions de ces organismes se chiffrent à plusieurs dizaines de milliards de USD. Il s'agit d'un moteur fondamental et indispensable à la poursuite de la croissance économique.



2.1.3. Composition sectorielle du P.N.B.

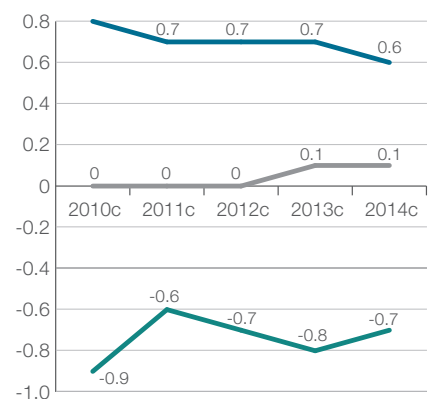
Composition sectorielle du P.N.B. indien, en % pour 2008



■ Services ■ Agriculture ■ Industrie

Source : Economist Intelligence Unit
<http://www.eiu.com>

Évolution des composantes sectorielles du P.N.B., en %



■ Services ■ Agriculture ■ Industrie

Source : Economist Intelligence Unit
<http://www.eiu.com>

Services

Le secteur des services représente plus de la moitié du P.N.B. indien. C'est également le secteur qui connaîtra la plus forte croissance dans les années à venir et son importance dans les composantes sectorielles s'en verra donc, encore, renforcée.

On relève pour ce secteur les principaux facteurs clés de succès :

- Main-d'œuvre hautement qualifiée,
- Coût du travail faible,
- Compétitivité,
- Dynamisme entrepreneurial,
- Talent managérial.

Pour ces raisons, l'Inde est devenu un des principaux centres d'outsourcing mondiaux notamment en matière de T.I.C.

Cependant, un risque de surchauffe apparaît, surtout dans le secteur des prestations informatiques : le taux d'attrition du personnel varie de 30 à 50 % (usuellement, 8 % est un seuil à ne pas dépasser), ce qui met une pression sur les salaires qui peuvent augmenter annuellement de 15 à 20 %. Cette hausse salariale se fait au détriment de la compétitivité (notamment envers les autres nations asiatiques et les pays de l'Est). Peu à peu, le secteur doit faire face à une pénurie de main-d'œuvre compétente.



Industrie

L'industrie devrait poursuivre sa croissance dans les années à venir. Elle bénéficiera notamment des éléments suivants :

- Poursuite de la politique de déréglementation,
- Amélioration des infrastructures de transport et énergétiques,
- Croissance de la productivité soutenue par une politique de taux d'intérêts faibles et de charges salariales modérées,
- Réponse à une demande soutenue,
- Croissance des investissements tant privés que publics.

Agriculture

Bien que ne représentant que 17.6% du P.N.B., l'agriculture occupe près de 60 % de la population indienne.

La contribution du secteur agricole au P.N.B. s'est dégradée au fil du temps au profit des services et non de l'industrie. Or, les services absorbent, moins que l'industrie, la main-d'œuvre non qualifiée issue de l'agriculture.

Entravent un développement plus rapide :

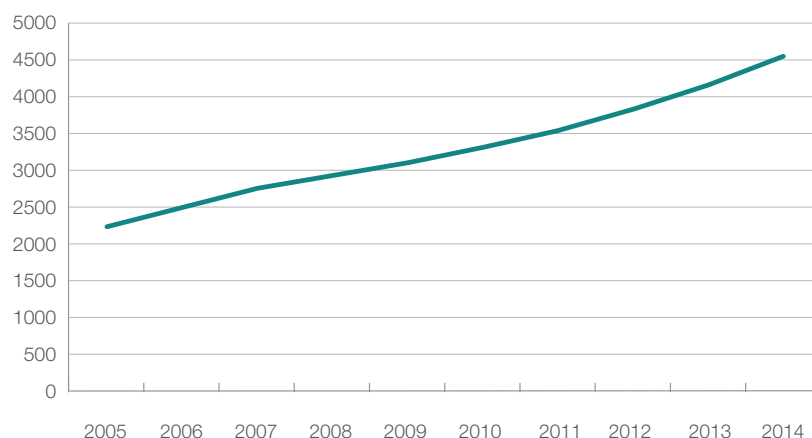
- Des capacités d'irrigation largement insuffisantes (moins d'un tiers des terres sont irriguées) ce qui rend les cultures trop dépendantes de facteurs externes incontrôlables, comme la mousson. La mousson représente environ 80 % des chutes de pluie annuelles. 2009 a vu un niveau de pluies historiquement faible (le mois de juin 2009 a été le plus sec depuis 80 ans) et, tant les récoltes d'été que celles d'hiver, seront impactées. Les prix sont à la hausse ; les tensions inflationnistes se font sentir et donc, la menace d'une politique monétaire restrictive ressurgit.
- La faible mécanisation des exploitations et donc une productivité médiocre.
- Des infrastructures de transport vétustes qui nuisent au développement de l'industrie agro alimentaire en aval ; seuls 2 % de la production agricole totale sont transformés par des sociétés privées ou coopératives.
- Le morcellement des terres.

Les analystes estiment que l'Inde possède un potentiel agricole encore largement inexploité.

L'Inde est le 1^{er} producteur mondial, de lait, de jute et de thé ainsi que le deuxième fournisseur de riz, de blé, de fruits, de légumes, de café, de sucre et de tabac (voir section 3.5 Agroalimentaire).

2.1.4. Pouvoir d'achat

P.N.B. par tête, en parité de pouvoir d'achat,
en USD - réel et estimé



Source : Economist Intelligence Unit <http://www.eiu.com>

— P.N.B. par tête

Pour ce facteur, l'Inde est largement à la traîne et se classe loin derrière la Chine (6 150 USD) et le Brésil (10 340 USD/tête). Ce critère situe le pays légèrement au-dessus de l'Afrique subsaharienne.

L'Inde présente ainsi l'image paradoxale d'un pays riche où la majorité des habitants sont pauvres.

25 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté et dispose de moins d'un USD par jour pour vivre.

40 % des enfants sont sous-alimentés. La croissance démographique conséquente couplée à un retard en termes d'infrastructures explique en partie la pauvreté à laquelle est confrontée une part importante de la population. Les politiques successives de limitation des naissances ont échoué. Actuellement, un programme de stérilisation propose l'équivalent de 80 EUR pour tout couple qui se fait stériliser. Le succès est très mitigé : en cause, la tradition qui considère l'enfant comme un don de Dieu mais aussi la réalité économique qui voit l'enfant comme une source de revenu supplémentaire. L'Inde étant une démocratie, elle ne peut, comme la Chine, imposer un nombre d'enfants; elle tente d'inciter les couples à limiter volontairement la taille de la famille.

Les villes et les campagnes présentent des disparités importantes en termes de revenus disponibles. On a ainsi assisté à un exode rural massif vers les villes. Ces dernières sont incapables d'absorber ce flux de nouveaux arrivants et les bidonvilles regrouperaient plus d'un tiers de la population citadine.

Un des principaux défis du pays sera d'homogénéiser la croissance économique, notamment en termes géographiques, ce qui passera par une réduction de l'isolement rural et une urbanisation maîtrisée.

Au sein même de la population, les divergences sont importantes comme l'illustrent les exemples suivants :

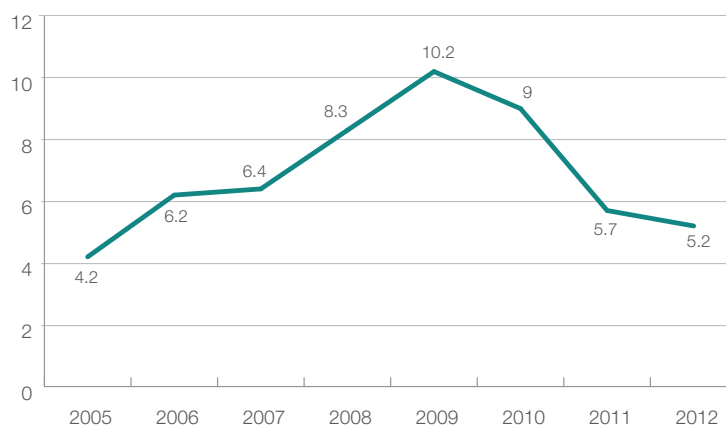
- 10 % des Indiens les plus riches contribuent à plus d'un tiers des dépenses de consommation des ménages,
- Près de 40 % de la population est analphabète et le nombre d'étudiants dans les universités est 6 fois supérieur à celui de la Chine. L'opposition politique reproche donc au gouvernement de privilégier 'une éducation d'excellence au détriment de l'éducation basique' (Smita Gupta).

La réélection du Congrès, parti de centre gauche, garantit une continuité de la politique de lutte contre la pauvreté mise en chantier depuis 2004. On peut ainsi citer les mesures suivantes : le droit à l'information pour une meilleure transparence et un programme d'emploi rural qui garantit 100 jours de revenu. Le départ de Sonia Gandhi de l'organe consultatif ainsi que la disparition des communistes dans la coalition au pouvoir ravivent les craintes quant à un éventuel relâchement de cette politique de lutte contre la pauvreté.

Le taux de croissance du P.N.B. par habitant est largement supérieur à celui de la population. Il est passé d'à peine plus d'1 % dans les trois décennies suivant l'indépendance à environ 6 % actuellement. Il nous indique donc que l'accélération de la croissance économique a contribué à réduire la pauvreté en termes absolus mais il reste encore un long chemin à parcourir.

2.1.5. Inflation

Inflation,
réelle et estimée, en %



source : Economist Intelligence Unit <http://www.eiu.com>

— Évolution des prix à la consommation

L'inflation gagne du terrain. Elle résulte d'une mauvaise mousson (voir section 2.1.3. Composition sectorielle du P.N.B.) ainsi que des cours mondiaux élevés des prix des matières premières. Or les matières premières, l'énergie et l'alimentaire représentent 40 à 70 % de l'inflation totale ; ce sont donc des composantes que la Banque centrale ne peut ignorer. Ces pressions inflationnistes vont pousser cette dernière, la 'Reserve Bank of India', à resserrer sa politique monétaire. Un relèvement des taux est attendu pour le début de l'année 2010. Cette mesure couplée à une décélération du crédit au secteur privé pénalisera malheureusement les investissements privés.

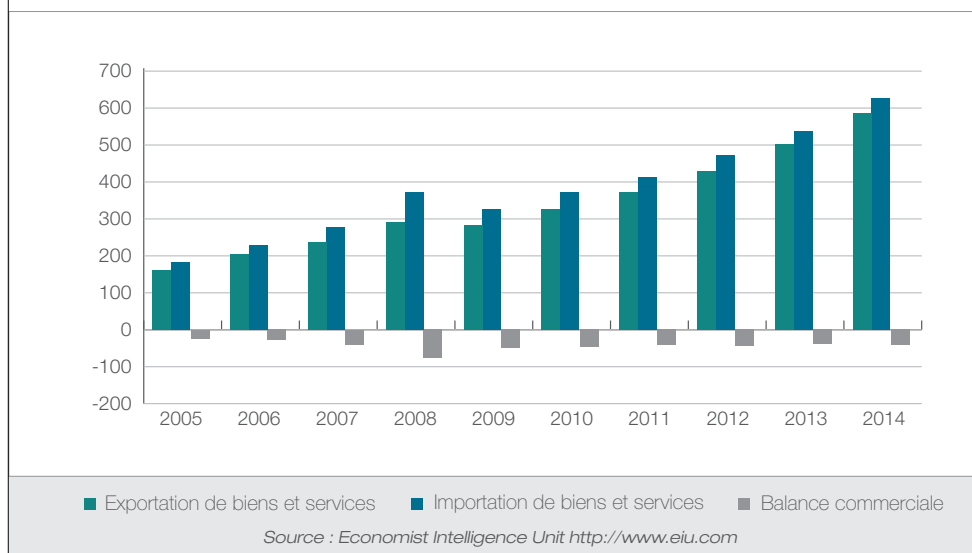
Les 3 autres pays BRIC présentent les taux d'inflation estimés suivants pour 2009 :

- Brésil : 4.9 %,
- Russie : 11.7 %,
- Chine : - 0.8 %.

2.2. Commerce extérieur

2.2.1. Relations commerciales mondiales

Relations commerciales de l'Inde,
en milliards de USD, réelles et estimées

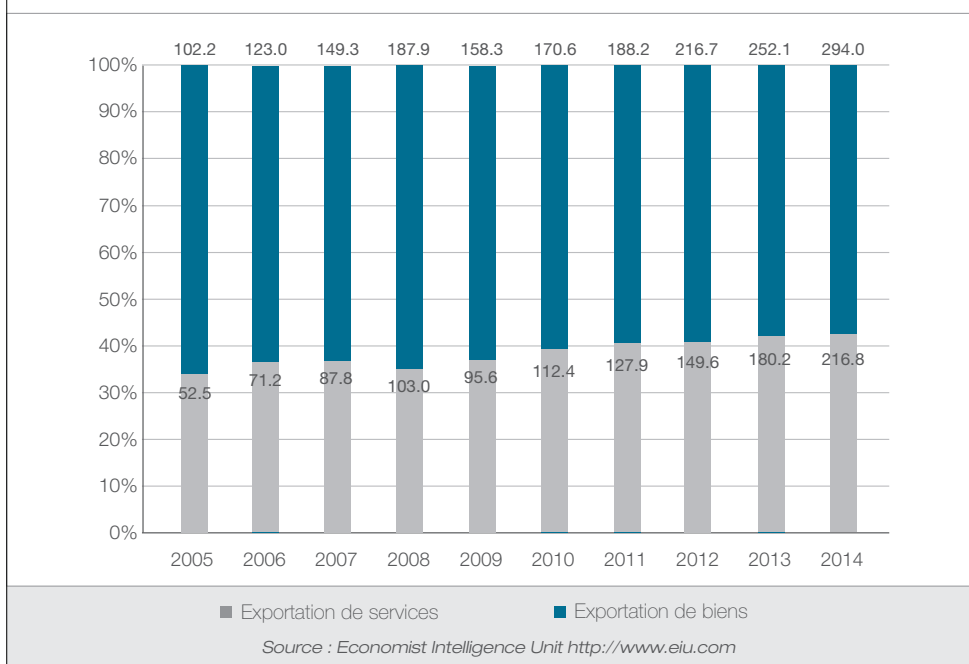


Depuis 1991, l'Inde s'est ouvert aux échanges avec l'extérieur comme en témoignent les volumes croissants tant des importations que des exportations (hormis la baisse constatée en 2008-2009, suite à la crise). Les augmentations enregistrées pour les ventes et achats sont supérieures aux moyennes mondiales. Le retard à combler reste cependant conséquent : les exportations de biens et services ne constituent que 24 % du P.I.B., soit environ moitié moins que dans les autres économies émergentes de l'Asie.

Comme les services représentent une part importante du P.N.B. (plus de 53 % - voir section 2.1.3. Composition sectorielle du P.N.B.), il importe de distinguer ce secteur de celui des biens afin de donner une image représentative des échanges internationaux.

Exportations

Part des biens et services dans les exportations



Les exportations croissent à un rythme plus soutenu que celui observé au niveau mondial.

Le temps passant voit le secteur des services prendre une place de plus en plus conséquente dans ces exportations tant en volume qu'en croissance.

Services

En 2006, les services représentaient 36 % du total des exportations alors que 10 ans auparavant, ils n'intervenaient que pour 16 %.

L'Inde est devenu un centre d'outsourcing important :

- Les activités de 'backoffice' se développent très rapidement notamment pour les secteurs suivants : banques, assurances, cartes de crédit, conseils juridiques, notes de frais, 'call centers', numérisation, ...
- Les services informatiques et le développement de logiciels sont en pleine expansion. Les USA sont le principal client de ce secteur. L'Union européenne devrait voir ses importations de services augmenter également (voir section 3.3 I.C.T.).

Biens

En 2008, les principaux clients de l'Inde sont :

- les États-Unis, soit 12.2 % des exportations indiennes,
- la Chine, à concurrence de 10.4 % du total des ventes,
- les Émirats Arabes Unis, 8.4 % des exportations,
- Singapour pour 4.1 %.

Les marchés asiatiques et la Chine, en particulier, représentent une part de plus en plus conséquente dans les exportations indiennes.

Les secteurs suivants se classent en haut de la liste des produits exportés vers l'Inde :

- Biens d'ingénierie : 23 %,
- Produits pétroliers : 15.6 %,
- Pierres précieuses et joailleries : 12.4 %,
- Matières textiles et ouvrages : 11.9 %.

Importations

Part des biens et services dans les importations



Source : Economist Intelligence Unit <http://www.eiu.com>

Les importations indiennes ont doublé en volume entre 2005 et 2008. Elles cherchent à satisfaire l'appétit toujours croissant de la consommation privée, d'une part, et d'une industrie en plein essor, d'autre part.

Le temps devrait voir les services occuper une place proportionnellement moins importante dans les achats à l'étranger.

Services

Des opportunités importantes sont à saisir dans le secteur financier et dans celui des transports qui représente la majeure partie des services importés par l'Inde. 48 % des Indiens ont maintenant accès aux services financiers (au Sri Lanka, 59 %, et en Allemagne, 97 %). Le taux d'épargne indien est élevé : 35 %. ING et KBC, entre autres, croient en ce marché et y sont déjà présents, soit avec un partenaire, soit en nom propre.

Biens

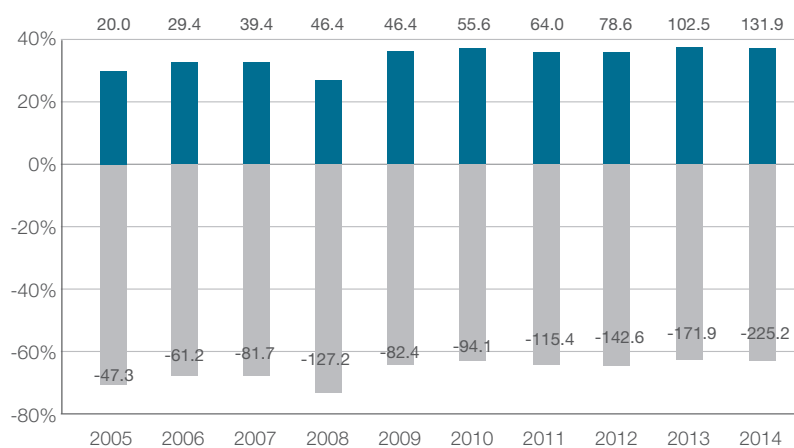
La Chine (10,9 %), les Etats-Unis (6,3 %), Singapour (4,2 %) et l'Allemagne sont les principaux fournisseurs de biens de l'Inde en 2008.

Les produits suivants tiennent le haut du pavé dans la liste des achats à l'étranger :

- Pétrole et produits pétroliers : 33.4 %. Cette part importante est due plus à la hausse des cours mondiaux du baril, qu'à l'explosion de la demande en termes quantitatifs.
- Produits électroniques : 8.5 %,
- Machines autres qu'électriques : 8.2 %,
- Or et argent : 7.5 %.

Balances des biens et services

Balance commerciale et balance des services,
en % et en valeur (milliards de USD)



■ Balance commerciale ■ Balance des services

Source : Economist Intelligence Unit <http://www.eiu.com>

Les balances présentent un solde cumulé largement négatif et en croissance. L'ouverture du marché indien ainsi que les mesures gouvernementales et internationales ont dopé tant les achats que les ventes de biens et services à l'étranger.

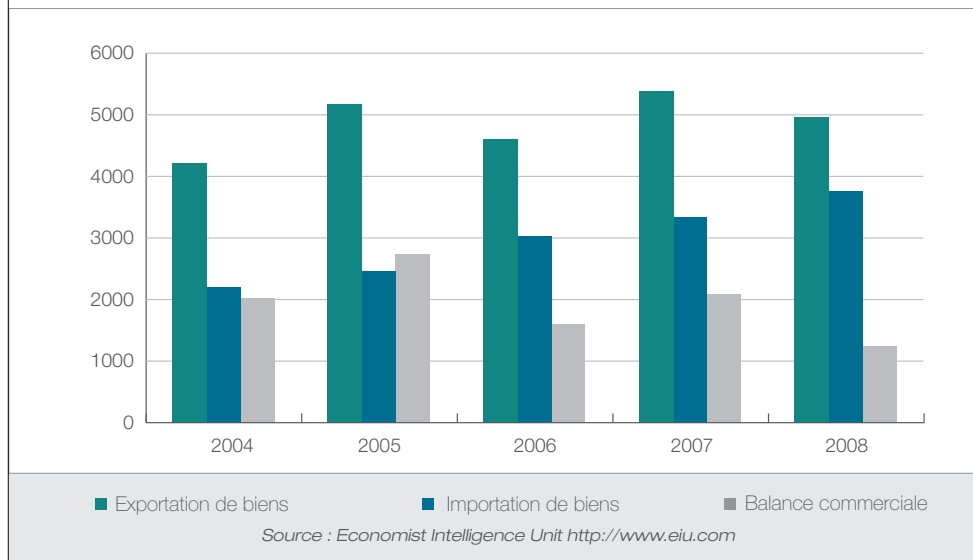
La balance des services affiche un solde positif et confirme ainsi la place de l'Inde parmi les acteurs principaux d'outsourcing de services informatiques et de haute technologie. C'est ce secteur qui restera un des moteurs de la croissance économique (voir section 2.1.3. Composition sectorielle du P.N.B.).

L'augmentation des importations et exportations de services devrait continuer à surperformer l'évolution des achats et ventes de biens, ainsi qu'en témoigne leur part proportionnellement plus importante dans le total du commerce extérieur indien.

La balance des biens présente un déficit structurel qui devrait se creuser en valeur au fil des ans. Cet indicateur confirme, s'il en était encore besoin, les énormes potentialités qu'offre le marché indien.

2.2.2. Relations commerciales bilatérales

Commerce bilatéral Belgique - Inde, en millions d'EUR



A long terme, la tendance est à l'intensification des échanges commerciaux entre l'Inde et la Belgique.

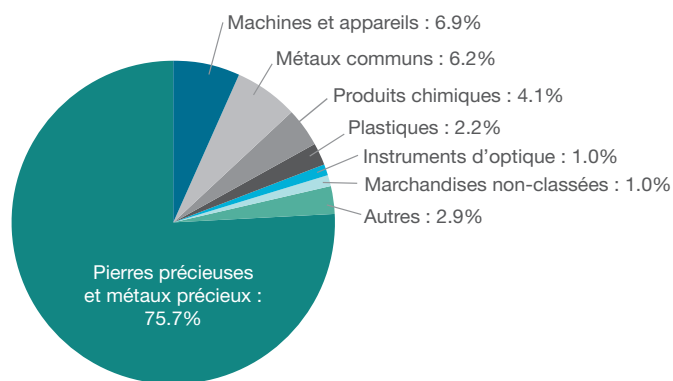
En 2008, on note cependant un fléchissement en volume tant au niveau des exportations que de la balance commerciale. Les importations ont, elles, connu une hausse conséquente de plus de 13 % pour la même période. En 12/2009, on dénombrait 1147 firmes belges exportant en Inde alors que 1797 sociétés marquaient un intérêt pour ce marché.

Exportations

Les diamants représentent près de 80 % des exportations belges vers l'Inde; ces dernières sont donc particulièrement sensibles aux fluctuations enregistrées dans ce secteur (voir graphique ci-dessous). Or, en 2008, le marché du diamant a connu les aléas suivants :

- L'Inde a été confrontée à une contraction du marché des crédits court terme qui finance les importations indiennes de diamants. Par conséquent, on a assisté à une diminution de liquidités et donc, à une baisse de la demande. Le gouvernement indien a récemment pris une série de mesures visant à faciliter et à assouplir l'accès au crédit, ce qui devrait, à terme, redynamiser ce secteur.
- Mondialement, les achats de bijoux ont décliné. Dès lors, cette diminution de demande globale du produit final s'est traduite par une baisse du volume total échangé.
- Afin de mettre la pression sur les producteurs de diamants et de contrer la surproduction, le 'Gems and Jewellery Export Promotion Council' a interdit d'importer du diamant brut en décembre 2008, ce qui a également eu un impact négatif sur les exportations vers l'Inde.

Répartition sectorielle des exportations belges vers l'Inde



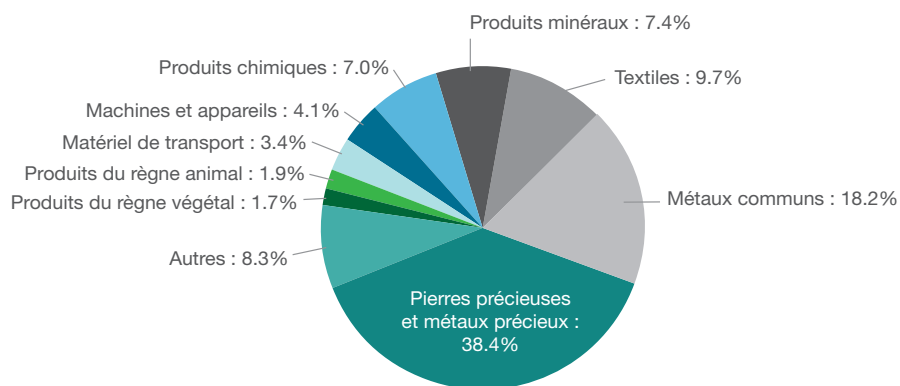
Source : Institut des comptes nationaux <http://www.nbb.be>

En 2008, l'Inde s'est rangée 10^e sur la liste des principaux clients de la Belgique, après la Pologne mais devant la Suède. Les livraisons belges à destination de l'Inde ont fléchi de 7,8%, revenant de 5,4 milliards d'EUR à 5,0 milliards d'EUR. L'Inde a absorbé en 2008 1,5% des exportations belges totales, tous pays confondus.

Importations

Sur la liste des principaux fournisseurs de la Belgique, l'Inde s'est classée 14^e en 2008, talonnant la Norvège mais devançant le Grand-Duché de Luxembourg. Progressant de 13,3%, les importations belges sont passées de 3,3 milliards d'EUR en 2007 à 3,8 milliards d'EUR en 2008. L'Inde s'est adjugé 1,2% des importations belges totales.

Répartition sectorielle des importations belges en provenance de l'Inde



Source : Institut des comptes nationaux <http://www.nbb.be>

Les diamants se taillent également la principale part des importations. Ceci est représentatif d'un schéma commercial d'importation et de réexportation que les autorités indiennes cherchent à dynamiser. Ce secteur des pierres précieuses reste largement déficitaire pour l'Inde, comme en témoignent les échanges bilatéraux avec notre pays.

On a vu que globalement les importations avaient crû de plus de 13 %. L'analyse sectorielle révèle que la quasi-totalité des domaines sont concernés par cette augmentation hormis les 'Produits du règne animal' qui connaissent eux une baisse de plus de 11 %. Ce chiffre traduit :

- les pertes agroalimentaires résultant d'un acheminement insuffisant et insatisfaisant des produits ; les infrastructures vétustes et par trop peu développées expliquent cet état de fait (voir section 3.1. Infrastructures).
- la disparition de la traditionnelle autonomie alimentaire du pays, qui n'est plus en mesure de satisfaire la demande interne (voir section 3.5. Agrolimentaire).

Balance commerciale

La balance commerciale est largement excédentaire. En 2008, elle a cependant connu une baisse en volume, conséquence d'une diminution des exportations et d'une augmentation des importations.

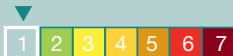
2009 ne sera pas un bon cru : en effet, le secteur diamantaire, durement touché par la crise, a vu la demande mondiale s'effondrer. Le commerce bilatéral étant majoritairement porté par ce secteur, on ne peut s'attendre qu'à de maigres 'performances'.



2.2.3. Appréciation du risque par le Ducroire

Opérations d'exportation:

Risques politiques

Faibles  Élevés

Risques commerciaux

Faibles  Élevés
A B C

Le 'risque politique' doit être compris comme étant tout événement survenant à l'étranger qui revêt pour l'assuré ou pour le débiteur un caractère de force majeure comme par exemple, les guerres, révolutions, catastrophes naturelles, pénuries de devises, les actes d'autorités publiques ayant le caractère de 'fait du prince'.

Par 'risque commercial', on entend le risque résultant de la détérioration de la situation financière du débiteur, entraînant son impossibilité de payer.

L'Inde présente les mêmes risques politiques et commerciaux que la Belgique, l'Allemagne et les Pays-Bas, ces 2 dernières nations étant respectivement les 1^{er} et 3^{ème} clients de notre pays. Elle offre par contre un risque commercial meilleur que celui de la France, notre deuxième partenaire à l'exportation.

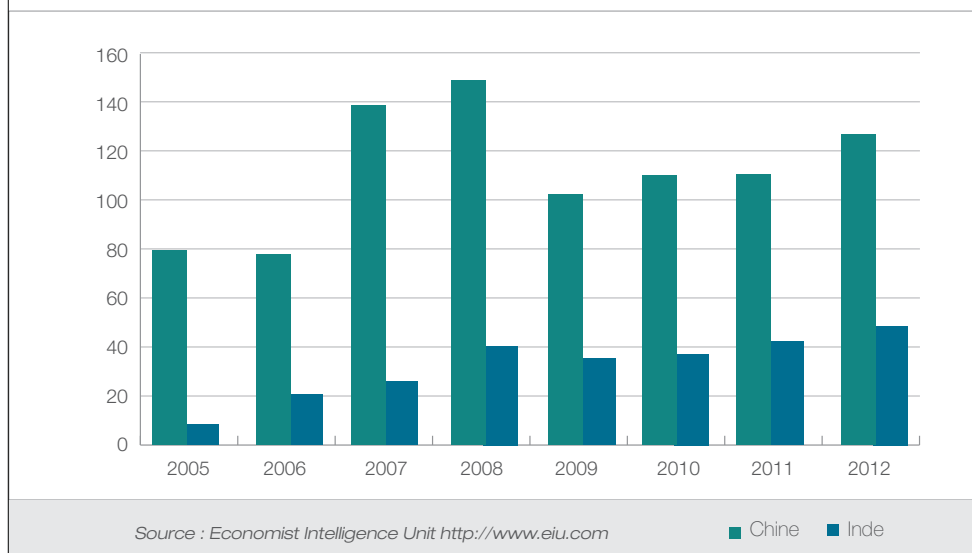
POSSIBILITÉS ET CONDITIONS DE COUVERTURE

Cette couverture peut être offerte en 'open account', c'est-à-dire sans qu'une garantie bancaire ne soit requise, et sans autres conditions particulières.

2.3. Investissements Directs Étrangers

2.3.1. Généralités

Investissements Directs Étrangers en Inde,
en milliards de USD



Après un léger tassement en 2009, les I.D.E. devraient repartir à la hausse dès l'an prochain. Bien que présentant une tendance haussière, ils restent très en deçà des I.D.E. en Chine.

Cadre réglementaire
Bureaucratie
Infrastructures



Cadre réglementaire
Demande interne
Main-d'œuvre qualifiée à
un coût très compétitif
Zones Economiques Spéciales

Le cadre réglementaire constitue tant un frein qu'un moteur pour les I.D.E. en Inde. D'une part, les mesures suivantes ont été mises en force :

- approbation automatique des investissements pour la plupart des secteurs. Seule une notification reste nécessaire.
- majoration des plafonds maximum de participations étrangères pour de nombreuses activités.

D'autre part, la bureaucratie alourdit les démarches administratives (création de société, conclusion de contrats, enregistrement de licences, ...). En moyenne, elles nécessitent deux fois plus de temps en Inde qu'en Chine. La complexité et l'ambiguïté des réglementations relatives aux I.D.E. en Inde reflètent les pressions auxquelles est soumise la politique industrielle.

Malheureusement, la mobilité insuffisante et le déficit énergétique représentent des obstacles de taille aux investissements étrangers.

Par contre, la demande domestique soutenue garantit d'excellentes perspectives commerciales ; tout comme disposer d'une main-d'œuvre compétente à un prix faible dope la productivité. Il s'agit bien entendu de deux critères cruciaux pour le choix d'un pays.

Outre ces deux facteurs capitaux, des mesures publiques ont été prises afin de favoriser les I.D.E.. Ainsi, en 2005, les 'Zones Economiques Spéciales', communément appelées 'ZES', ont été créées afin d'offrir aux investisseurs étrangers des infrastructures de bonne qualité et un environnement attractif (notamment en réduisant la réglementation administrative et douanière et en autorisant les I.D.E. à hauteur de 100 % pour tous les secteurs selon la voie automatique). Les entreprises bénéficient également d'avantages fiscaux importants qui se traduisent par des économies allant de 15 à 30 % du coût de production. Elles présentent néanmoins les inconvénients suivants : main-d'œuvre plus chère que dans le reste du pays et impossibilité de revente des bâtiments dans la zone.

On en répertorie 3 types :

- ZES intégrée : multi-produit et multi-services,
- ZES sectorielle : les opérations autorisées sont propres au secteur,
- ZES d'entreposage et des ports, essentiellement des activités d'entreposage et d'échanges.

2.3.2. Premiers pays investisseurs en Inde, 1991-2008

- l'île Maurice, soit 46 % du total, ce qui reflète l'importance de la diaspora indienne,
- l'Union européenne (15 pays) : 23 %,
- les Etats-Unis : 10 %.

2.3.3. Secteurs de prédilection, 2004-2008

Les secteurs suivants sont particulièrement gâtés en termes d'I.D.E. :

- services pour 25.1 % du total,
- équipements électriques, y inclus les logiciels et matériels informatiques : 13.9 %,
- télécommunications : 7.7 %,
- logements et immobiliers : 7 %.

2.3.4. Principales régions bénéficiaires, 1991-2004

- Maharastra : 23.63 %,
- Delhi : 13.29 %,
- Tamil Nadu : 11.59 %,
- Karnataka : 11.16 %.

2.3.5. Multinationales

Sont également de grands noms en Inde : Philips, Alstom, MacDonalds, Sanofi Aventis, Veolia, Lafarge, Suzuki, Volvo, Nokia, Siemens, Ericsson, GDF Suez, Volkswagen, ABB, Pfizer, Novartis, Whirlpool, ...

Cette liste est non exhaustive.

3 Approche sectorielle



La grande majorité des secteurs économiques connaissent une croissance à deux chiffres. Seule semble à la traîne l'agriculture qui a, tout de même, vu son activité augmenter de 2 % en 2009 sur base annuelle.

Certains secteurs sont soutenus par des dépenses publiques tant nationales qu'internationales (dont la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, la Banque japonaise de développement, l'Union européenne, ...) conséquentes.

Parmi ceux-ci, nous examinerons en particulier :

- Les infrastructures,
- Le secteur de l'énergie, en général, et des énergies renouvelables, en particulier,
- Les télécoms,
- L'ICT,
- Le secteur automobile,
- L'agro-alimentaire,
- L'audiovisuel et l'industrie du film.

3.1. Infrastructures

Par 'infrastructures', nous entendons les réseaux routiers, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires.

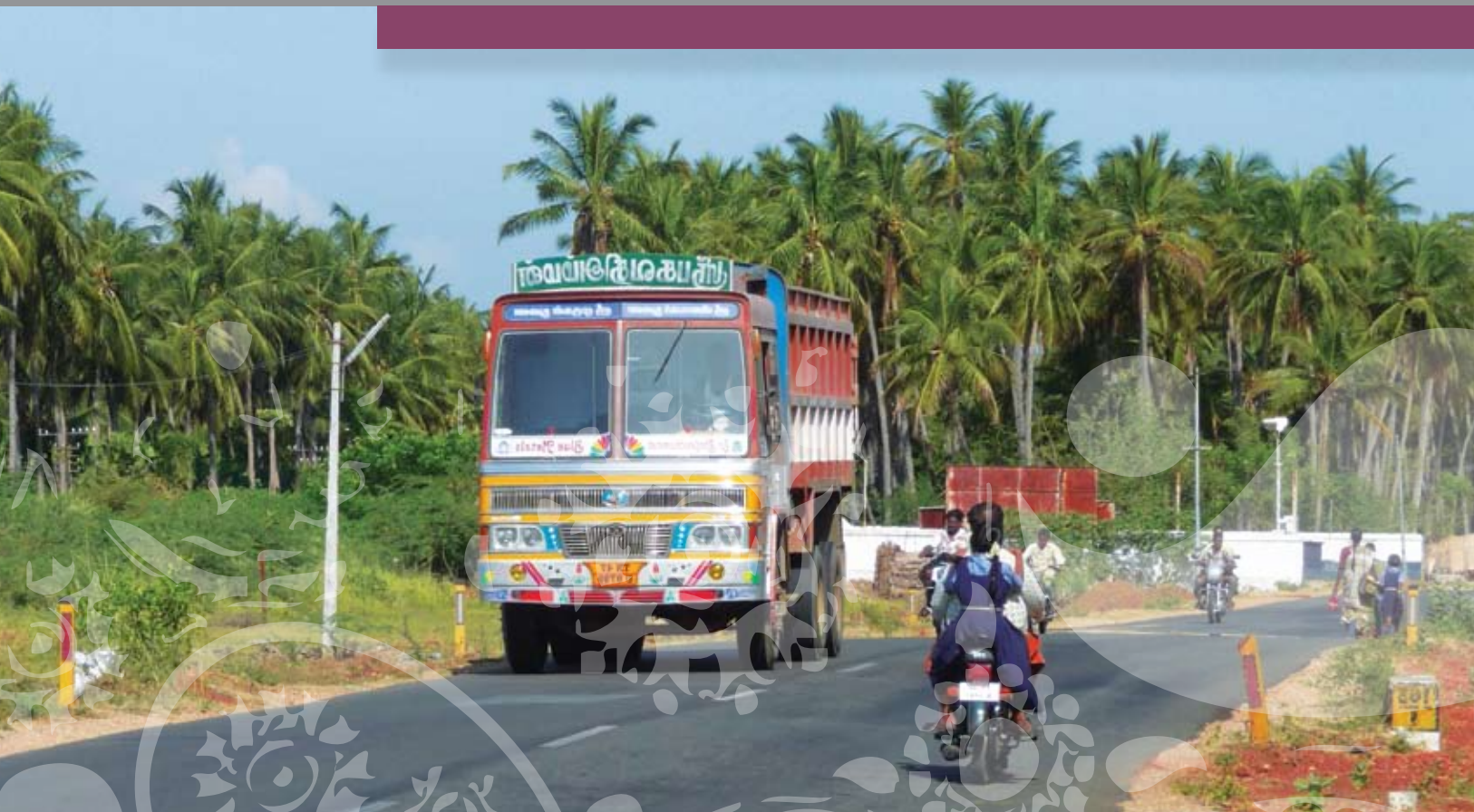
Ces réseaux sont largement insuffisants pour répondre à la demande actuelle. L'engorgement et la vétusté en sont les dénominateurs communs. La situation varie très fort selon la localisation géographique. L'actualité peut également améliorer ponctuellement la situation d'une région en particulier : ainsi, on s'attend à ce que la tenue des 'Commonwealth games' à Delhi fin 2010 accélère le développement des infrastructures de la capitale.

Les risques relatifs à cette situation critique sont conséquents : ralentissement de la croissance et isolement des zones rurales. Par ailleurs, la poussée démographique, l'accroissement du P.N.B. et de l'activité industrielle plaident en faveur d'une modernisation, d'une extension et d'une sécurisation rapides de ces infrastructures. Le développement du pays en dépend.

Conscients que l'optimisation de son réseau de communication conditionne l'essor économique du pays, le gouvernement et les bailleurs de fonds internationaux ont lancé d'importants programmes de déploiement. On estime ainsi que les sommes dépensées s'élèveront à plus de 500 milliards de USD pour la période 2007-2012 (XI^{ème} plan quinquennal de développement).

Les autorités publiques font également appel au secteur privé afin de remédier aux déficiences actuelles. La prise de participation dans des sociétés à capital indien a été simplifiée en termes administratifs. Cette mesure, couplée à une fiscalité particulièrement avantageuse, facilite l'accès au marché des sociétés étrangères.

Cet état de fait offre des opportunités commerciales importantes qui sont analysées, réseau par réseau, ci-dessous.



3.1.1. Routes

QUELQUES CHIFFRES :

- Plus de 3.3 millions de kilomètres de routes, soit le deuxième réseau mondial,
- 55 % du réseau routier sans revêtement,
- 90 % des routes en mauvais état,
- Pertes annuelles en bien de consommation périssables dues au manque d'infrastructure : 160 à 420 millions d'EUR,
- 70 % du fret total passe par ce réseau,
- Multiplication par 5 du fret d'ici 2019,
- 40 % du trafic transitent par les autoroutes nationales alors qu'elles représentent 2 % du réseau,
- La Banque asiatique de développement a recommandé la construction de 10 000 kilomètres de voies rapides d'ici 2015,
- Afin de disposer d'un réseau convenable, la Banque mondiale estime que 3 milliards de USD devraient être dépensés annuellement, pendant 20 ans.

CARACTÉRISTIQUES :

Alors que, dans les campagnes, les conséquences d'une infrastructure routière insuffisante se traduisent par l'isolement des zones rurales et donc, une productivité très faible tant agricole que non-agricole ainsi qu'un chômage important ; dans les villes, c'est à une congestion des artères que l'on assiste. En effet, la population des 6 villes les plus denses a presque doublé entre 1981 et 2001 alors que, pour la même période, le nombre de véhicules a été multiplié par 7.75.

Le gouvernement alloue les budgets dans le temps sous forme de plans quinquennaux. Le XI^{ème} plan a été lancé ; il couvre la période 2007-2012. Il prévoit des investissements pour plus de 57 milliards d'euros afin d'étendre et de moderniser les réseaux urbains et ruraux. La Banque mondiale d'investissement ainsi que la Banque asiatique de développement en sont également les sponsors.

En plus des investissements financiers publics colossaux, le gouvernement a mis au point une fiscalité allégée et un cadre légal propices aux investissements privés, en général, et étrangers, en particulier.

OPPORTUNITÉS :

Des opportunités importantes se présentent aux investisseurs et exportateurs étrangers dans les secteurs suivants : ingénierie, construction, génie civil (ponts, ...), maintenance, gestion du réseau, équipements de sécurité, péage, systèmes de gestion du trafic, de sécurité et de surveillance, parkings.

3.1.2. Rails**QUELQUES CHIFFRES :**

- Plus de 63 000 km de voies ferrées, soit le deuxième réseau mondial par la longueur,
- Croissance annuelle, 2003-2008, du trafic ferroviaire en nombre de passagers de 12.5 % et en fret de 10.5 %.

CARACTÉRISTIQUES :

Au niveau ferroviaire, le gouvernement fait appel tant au privé qu'aux aides financières internationales afin de transformer et d'étendre le réseau actuel.

OPPORTUNITÉS :

Notons tout particulièrement pour ce secteur, le plan de sécurité 2003-2013 qui offre de belles perspectives aux sociétés actives entre autres dans les systèmes de signalisation, de freinage, ...

3.1.3. Ports

QUELQUES CHIFFRES :

- Croissance annuelle, 2003-2008, de l'activité portuaire : 13 %,
- Nécessité de doubler la capacité portuaire d'ici 5 ans,
- 12 ports principaux, 185 ports secondaires,
- 75 % du trafic est traité par les 12 ports principaux,
- 95 % du commerce en volume et 70 % en valeur sont transportés par voie maritime,
- La productivité est faible : le temps moyen de déchargement d'un conteneur
 - en Inde : 3.5 jour - à Singapour : 8 heures,
- Age moyen des ports : entre 70 et 130 ans.

CARACTÉRISTIQUES :

L'infrastructure portuaire est vétuste et la productivité y est faible. Les structures actuelles ne permettent de répondre ni à la demande domestique croissante, ni au transit de marchandises internationales. Ceci constitue un réel frein au développement du commerce extérieur. Le gouvernement essaie de remédier à cette situation en engageant des dépenses publiques substantielles et en faisant appel aux investissements du secteur privé tant national qu'étranger. Ainsi, les prises de participation à 100 % sont autorisées et une exemption fiscale de 10 ans est octroyée. En fonction du type d'équipement ou de la nature du service presté, les contrats peuvent prendre les formes suivantes : services, management ou concession. Des 12 grands ports, 11 sont administrés par des trusts, le dernier, Ennore est la première société portuaire.

On répertorie les grands projets suivants :

- transformation en terminal conteneur du terminal vraquier JNPT, le principal port indien situé à Mumbai,
- dragage du port JNPT pour traiter les conteneurs de grande capacité,
- deuxième terminal à Chennai,
- construction d'un terminal offshore pour les conteneurs à Mumbai,
- construction d'un terminal de transbordement à Cochin.

OPPORTUNITÉS :

Les potentialités portent principalement sur les activités ci-après : conteneurisation, construction de terminaux spécialisés, leasing d'équipements portuaires, vente de grues, activités de dragage, construction et gestion d'entrepôts et d'oléoducs.



3.1.4. Aéroports

QUELQUES CHIFFRES :

- 454 aéroports dont 13 aéroports internationaux,
- En 2008, un peu plus de 100 millions de passagers aériens. Pour 2020, ce chiffre devrait être multiplié par 4,
- Les aéroports de Delhi et Mumbai concentrent 50 % du trafic national,
- En 2008, 25 millions de passagers ont transité par Mumbai, on en prévoit 40 millions pour 2014 et 85 millions, en 2020. A titre comparatif, en 2008, on a compté un peu plus de 18 millions de passagers à Zaventem.
- 75 % des passagers sont nationaux et 25 %, étrangers,
- Infrastructures saturées et obsolètes : 35 % des vols ont du retard,
- Les dépenses de kérosène dues à des temps d'attente importants au sol sont estimées à 125 millions de USD.

CARACTÉRISTIQUES :

Au départ exclusivement public, le secteur de l'aviation a vu l'arrivée de compagnies privées dès 2003. Jet Airways (la plus grande société aérienne indienne privée avec 22 % de parts de marché), Kingfisher, Air Deccan, Spice Jet, ... et autres compagnies 'low cost' côtoient maintenant Air India, compagnie publique qui a fusionné en 2006 avec Indian Airlines. Jet Airways a développé de nombreux vols au départ de Bruxelles vers l'Inde.

Tant la croissance du pouvoir d'achat de la classe moyenne que l'émergence de ces sociétés 'low cost' ont dopé le trafic aérien. L'évolution du secteur du fret n'est pas à la traine non plus : de 891 000 tonnes transportées en 2004, on dépasserait les 3.4 millions de tonnes en 2020.

Les infrastructures aéroportuaires ont également bénéficié du mouvement de privatisation. Mumbai, Delhi, Bangalore et Hyderabad sont maintenant privés. Les capitaux consacrés à la modernisation de ces 4 aéroports s'élèvent à 4 milliards de USD pour la période 2006 - 2016.

Les analystes pensent que le 'boom' dans ce secteur reste encore à venir.

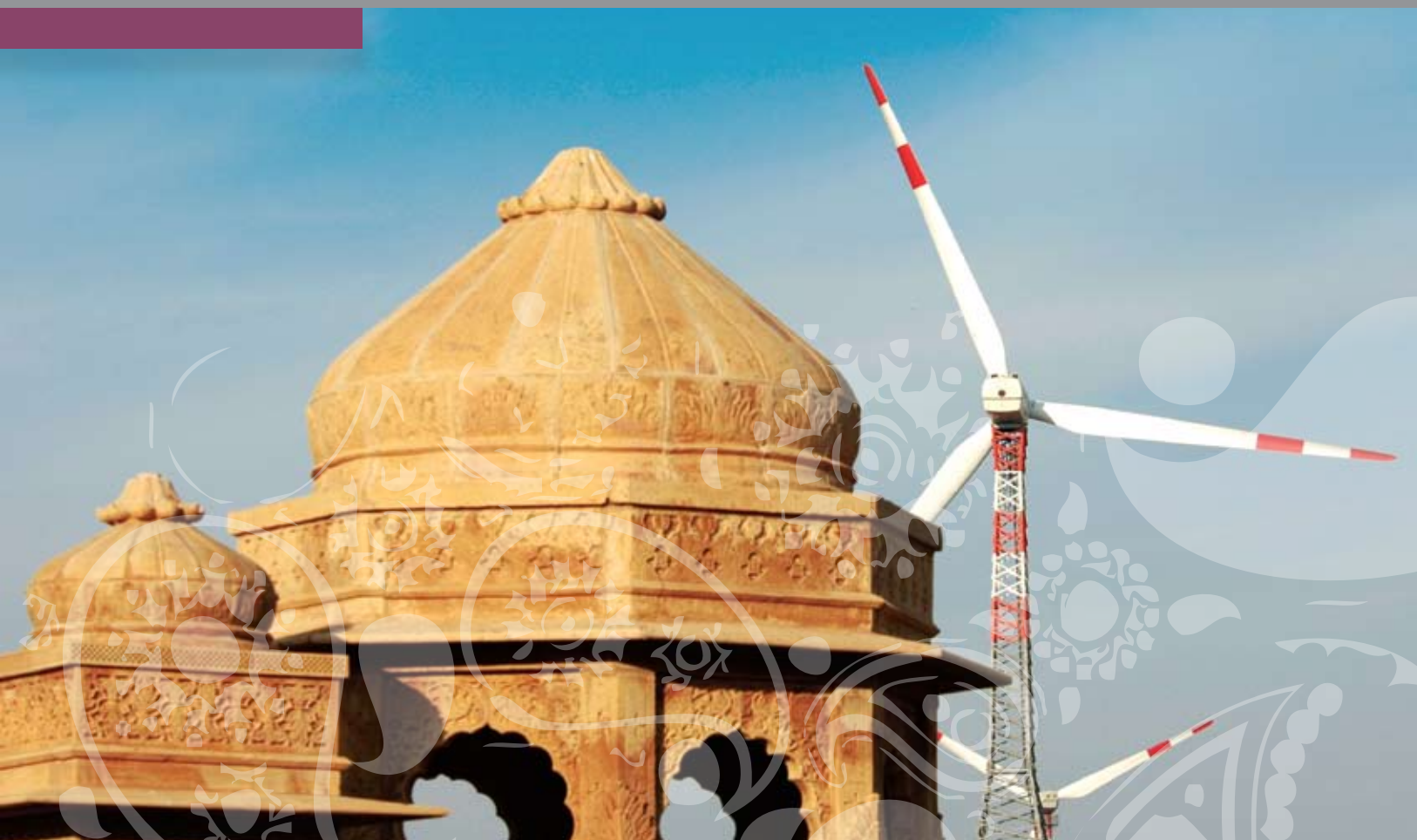
Le gouvernement promeut également les investissements privés par une prise de participation facilitée ainsi qu'une fiscalité adaptée.

OPPORTUNITÉS :

De nombreuses opportunités sont donc bien présentes notamment dans les secteurs suivants : conception (bureau d'ingénierie et consultance) et équipement des aéroports, signalisation, équipement radars, services de support au sol, maintenance 10 % de croissance annuelle estimée pour les deux années à venir) mais également exploitation des zones duty free qui sont confiées à des sociétés privées.

"Energie, routes, ports, aéroports, télécommunications, irrigation et infrastructures urbaines : dans tous ces domaines, l'équipe au pouvoir a des programmes ambitieux d'investissement."
Manmohan Singh, Premier Ministre indien, World Economic Summit, novembre 2009





3.2. Énergie et énergies renouvelables

Croissance de
la demande interne



Déficit actuel de 10%



Dépendance
externe

Diminution des
ressources naturelles



Confrontée à un déficit de 10 %, l'Inde se voit dans l'obligation de gérer de manière proactive ses infrastructures énergétiques si elle veut que ces dernières ne constituent pas un obstacle au développement du pays.

L'évolution constante de la demande interne, le déficit structurel actuel ainsi que la diminution des ressources naturelles accroissent la dépendance externe.

Le gouvernement, soutenu par les instances internationales, a décidé de faire passer la capacité de production actuelle de 150 GW à 250 GW dans 10 ans, soit une augmentation de plus de 2/3. Les investissements nécessaires s'élèveraient à plus de 170 milliards de USD.

Pour 2012, l'électricité devrait être accessible à tout un chacun. Les autorités indiennes ont défini un plan en plusieurs axes :

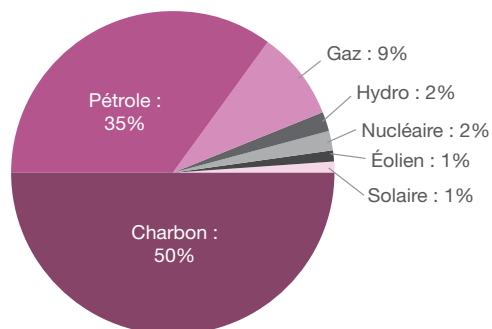
- Diversification du mix énergétique en augmentant la part des énergies renouvelables (objectif de 20 % en 2020 pour 4 % actuels) et du nucléaire dans la production. La promotion des énergies renouvelables s'opère à deux niveaux :

- Une contrainte : l'Electricity Act' de 2003 impose aux Etats de définir un pourcentage minimum d'énergies renouvelables dans la production totale d'électricité, connu come 'Renewable Purchase Obligation'. Cependant, aucune amende n'est perçue si ce quota n'est pas atteint,
- Un incitant : des subsides ainsi que des financements tant locaux qu'internationaux à tarifs préférentiels sont octroyés pour l'utilisation de ces énergies renouvelables.

Le recours aux sources d'énergies alternatives présente en outre les avantages suivants :

- La volatilité des prix est bien moindre que celle des sources conventionnelles,
- Elles répondent aux préoccupations de réchauffement climatique.

Répartition des sources d'énergie pour la production électrique, 2008



Source : KPMG, 2009

- Décentralisation de la production en utilisant des énergies renouvelables (principalement énergie éolienne et biomasse) pour les villages qui ne pourraient être connectés au réseau national,
- Libéralisation : l'Electricity Act' de 2003 vise à libéraliser le secteur énergétique et à accélérer les réformes entreprises depuis 1991. Cette loi ouvre l'accès au marché au commerce du transport et de la distribution d'électricité aux investisseurs privés. Ces derniers peuvent accéder aux infrastructures existantes ou construire leur propre réseau. Les activités en amont se libéralisent progressivement bien que le secteur public occupe encore une place prédominante.

3.2.1. Électricité

QUELQUES CHIFFRES :

- Déficit de 8 % à 12.5 % suivant les moments de la journée,
- La consommation d'électricité par tête est très faible,
- Les prix pratiqués sont très élevés,
- Depuis 1990, doublement de la génération et de la consommation électrique,
- 6^{ème} producteur mondial,
- 5^{ème} consommateur mondial,
- 8000 villages n'ont pas accès au réseau.

CARACTÉRISTIQUES :

Il convient de distinguer la production de la transmission et de la distribution.

- La production est assurée à :
 - 56 % par les 'State Electricity Boards', régies d'électricité des États fédérés
 - 33 % par l'État fédéral,
 - 11 % par le secteur privé.

Les 'S.E.B.', forment la base du système électrique indien. Elles subissent de lourdes pertes financières, certaines étant même en état de quasi-faillite pour les raisons suivantes :

- Les tarifs sont imposés,
- Le taux d'investissement est faible,
- La maintenance est insuffisante et inadéquate,
- Le vol et les factures impayées sont monnaie courante.

De plus, les services prestés sont largement insuffisants.

Les analystes prévoient que le privé prendra une part de plus en plus importante dans la production mais ils estiment que le marché n'est pas mûr faute de réglementation et de sécurité.

- En ce qui concerne la transmission d'électricité, l'Etat a créé la 'Powergrid India Corporation Ltd.', en charge d'interconnecter et d'uniformiser les services rendus, notamment par la signature par les Etats de 'Memorandum Of Understanding'.
- Sont en charge de la distribution, les États fédérés, le PGCIL et un nombre grandissant de sociétés privées.

On assiste à une privatisation progressive des sociétés chargées de la distribution au niveau des États fédérés. C'est déjà le cas, notamment, à Orissa, New Delhi, Andhra Pradesh et dans le Bengal occidental.

Ce secteur fait l'objet de réformes en profondeur.

OPPORTUNITÉS :

Pour la distribution, les opportunités les plus significatives se situent dans la fourniture de transformateurs, de câbles de courant de haut voltage, de relais, de conducteurs, de condensateurs et de disjoncteurs.

Les opportunités pour le secteur privé se limitent à la construction, l'entretien et la gestion de lignes de transmission sous la supervision des organismes publics.

3.2.2. Charbon, pétrole et gaz

QUELQUES CHIFFRES :

- L'Inde occupe le 3^{ème} rang mondial des producteurs de charbon, derrière la Chine et les États Unis,
- Au niveau mondial, le pays est classé 4^{ème} des ressources charbonnières avec 10 % des réserves mondiales,
- Coal India Ltd produit 88 % du charbon extrait.
- Pour 75 % de ses besoins en pétrole et 20 % de sa demande en gaz, l'Inde recourt aux importations. Ces chiffres devraient aller croissant,
- La demande de gaz devrait doubler d'ici 2016,
- L'Inde est 100 fois plus grande que la Belgique mais dispose de moins du double de son réseau de pipelines,
- Le secteur du pétrole et du gaz représente 15 % du P.N.B.,
- L'industrie charbonnière indienne est le 2^{ème} plus grand employeur mondial,

CARACTÉRISTIQUES :

Le fossé se creuse entre l'offre et la demande. Les ressources naturelles se raréfiant à long terme et l'Inde désirant limiter sa dépendance externe, elle a adopté une politique de libéralisation qui porte sur :

- Le développement d'infrastructures d'importation de gaz naturel (construction de terminaux de regazéification, entre autres),
- La relance des activités d'exploration et de production, ouvertes au secteur privé tant national qu'étranger. Les bassins sédimentaires indiens présentent, en effet, un large potentiel encore inexploité,
- Le raffinage du pétrole qui permet de dégager un excédent : 10 % des produits raffinés sont exportés. Afin de respecter les standards environnementaux, la pression politique internationale se faisant de plus en plus forte, les activités de raffinage se concentrent de plus en plus sur les combustibles propres.

Dans les faits, la position du secteur public reste dominante.

OPPORTUNITÉS :

Les activités suivantes présentent des opportunités importantes : équipements et services relatifs au forage, équipements et raffinages de combustibles propres, pipelines et équipements gaziers, ingénierie, vente de technologies, transfert de savoir-faire notamment pour les secteurs gazier, charbonnier et tout particulièrement pour le méthane de charbon.

3.2.3. Nucléaire**QUELQUES CHIFFRES :**

- Seuls 2 % de l'électricité produite sont issus du nucléaire,
- Objectifs pour :
 - 2020 : 20 GW,
 - 2030 : 63 GW,
 - 2050 : 25 % du mix énergétique proviendra du nucléaire.

CARACTÉRISTIQUES :

Bien qu'actuellement, le nucléaire occupe une position marginale dans la production totale, il est amené à prendre une place conséquente à long terme, les autorités indiennes en faisant un des secteurs prioritaires pour la génération d'électricité.

Le 05 septembre 2008, l'embargo portant sur l'importation de matériel et des technologies nucléaires a été levé.

OPPORTUNITÉS :

Un potentiel certain se présente dès lors pour les sociétés d'ingénierie nucléaire.

3.2.4. Hydroélectricité

L'accent est mis sur les projets de petite envergure. En effet, ils répondent au besoin de décentralisation de la production et permettent donc de desservir des régions plus éloignées. Par ailleurs, leur mise en œuvre est moins longue, moins coûteuse et globalement moins risquée. Ils soulèvent moins de politiques environnementales et n'entraînent pas de problèmes de réhabilitation de populations déplacées.

Ce secteur est ouvert aux initiatives privées.

3.2.5. Éolien

QUELQUES CHIFFRES :

- 4^{ème} producteur mondial, devant la Chine,
- La production devrait croître de plus de 60 % de 2008 à 2012,
- Le potentiel estimé s'élève à 45 GW, soit le tiers de la consommation électrique totale,
- Des milliers de kilomètres de lignes côtières fournissent un 'combustible' de première qualité.

CARACTÉRISTIQUES :

Une quinzaine de sociétés locales assure la production en partenariat avec des groupes étrangers. Ces projets offrent une bonne rentabilité qui repose, entre autres, sur les éléments suivants :

- Incitants fiscaux (exemption de taxe pendant les 5 premières années, taux d'amortissement de 100 % la 1^{ère} année, ...),
- Prêt à taux préférentiel par l' 'Indian Renewable Energy Development Agency'.

La viabilité de ces projets devra être revue si ces mesures particulièrement attrayantes devaient disparaître ou décroître.

3.2.6. Solaire

QUELQUES CHIFFRES :

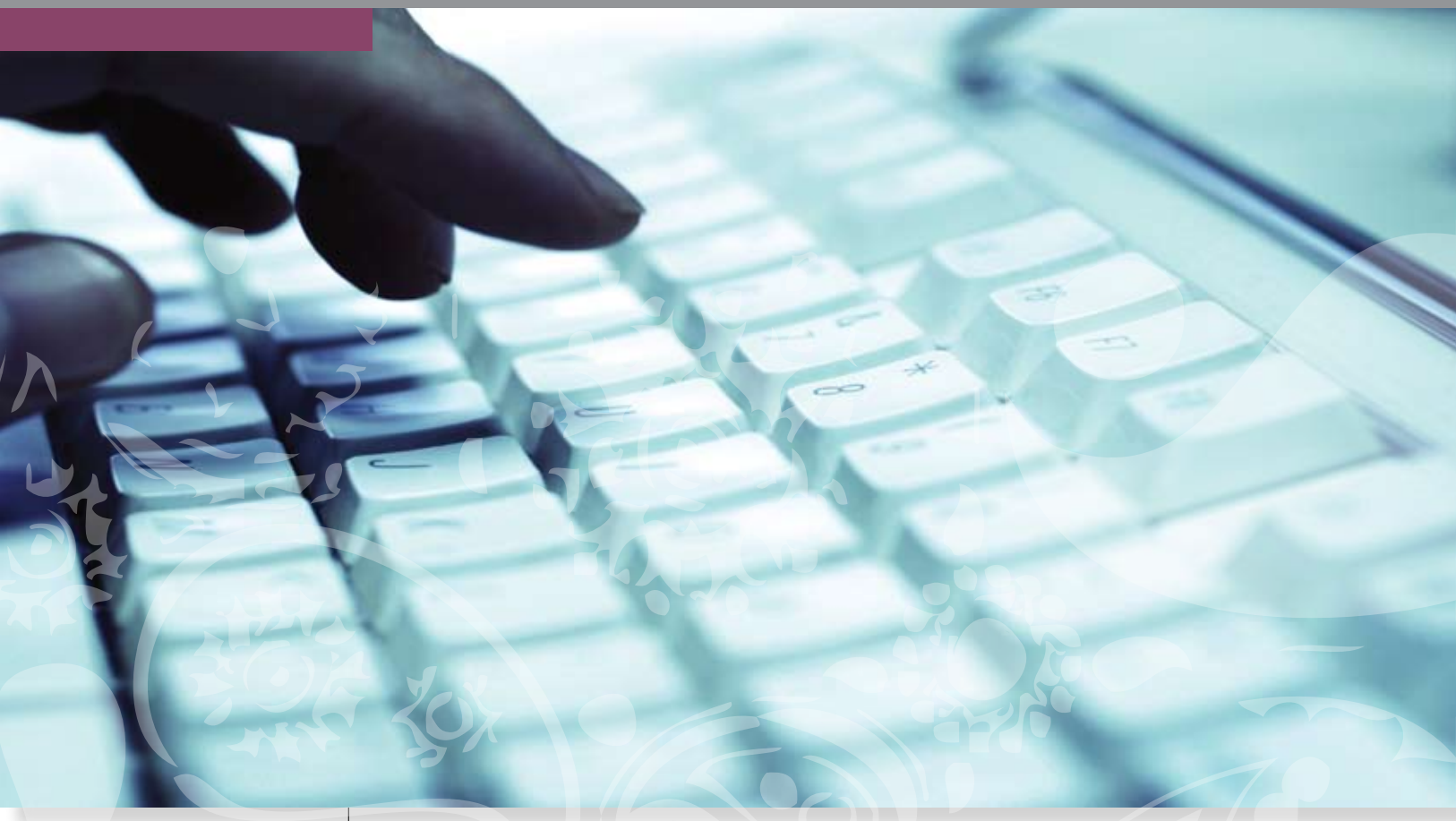
- 250 à 300 jours d'ensoleillement annuel,
- 8000 villages bénéficient d'équipements fonctionnant à l'énergie solaire

CARACTÉRISTIQUES :

La production reste très faible en regard du potentiel.

Le coût élevé de production ainsi que les difficultés administratives contrecarrent les subventions importantes accordées par le gouvernement et poussent même certains acteurs indiens à exporter leurs équipements.





3.3. I.C.T.

Par 'I.C.T.', nous entendons :

- les matériels, logiciels et prestations de services informatiques,
- les télécommunications.

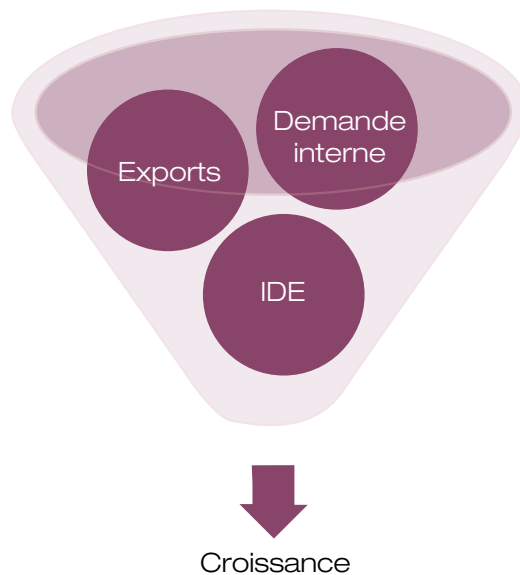
Chacun de ces sous-secteurs fait l'objet d'une analyse distincte.

3.3.1. Matériels, logiciels et services

QUELQUES CHIFFRES :

- Taux de croissance moyen annuel 2003-2008 pour l'activité software : plus de 50 %,
- Exportations 2008 : 41 milliards de USD,
- Plus de 2/3 des revenus proviennent des exportations,
- Part de 5.5 % dans le P.N.B. en 2008,
- Environ 2 millions d'emplois,

- Concentration dans quelques grandes villes :
 - Bangalore : 36 % du total de l'activité,
 - New Delhi, Noida, Gurgaon : 17 %,
 - Mumbai, Pune : 15 %
 - Chennai : 15 %,
 - Hyderabad : 14 %,
- 62 % des Zones Economiques Spéciales sont totalement dédiées à l'activité informatique,
- L'I.T. se classe en 2^{ème} position dans la liste des I.D.E. avec un montant de plus de 10 milliards de USD en 2008.



CARACTÉRISTIQUES :

Tant le marché domestique que les activités à l'export connaissent une forte croissance. Il existe des opportunités commerciales pour satisfaire la demande domestique de matériel. En termes de services, l'Inde est devenu un des plus importants centres de sous traitement mondiaux et ses activités évoluent vers des services à plus haute valeur ajoutée.

Les multinationales renforcent leur présence en Inde et la plupart y ont installé leur centre de R&D : HP, Microsoft (13 bureaux ouverts), Cisco, Oracle (23 succursales), Motorola, Qualcomm, SAP, Dell (plus de 13 000 employés, soit l'équipe la plus nombreuse en dehors des USA), ... En 2001, on dénombrait 4 centres de R&D européens ; en 2008, on en compte 18.

Matériels

On dénombre 150 sociétés actives dans ce secteur qui peuvent être répertoriées comme suit :

- Multinationales : comme HP, Dell, Toshiba, Sony et ACE,
- Sociétés indiennes : Infosys, Wipro, Fiserv, Tata Consulting, TCS, ...
- Vendeurs de produits 'blancs'.

Ce sont les multinationales qui connaissent le plus fort taux de croissance alors que les 'produits blancs' voient leur part de marché stagner. Le secteur public et les PME poussent l'activité à la hausse. Par ailleurs, le bond enregistré en outsourcing soutient fermement les ventes de matériel. L'usage croissant d'internet devrait également influencer positivement le chiffre d'affaires. La demande privée reste encore faible : seuls 9 habitants sur 1 000 dispose d'un PC privé, avec une concentration dans les grandes villes.

En termes de produits, le marché des portables progresse très rapidement au détriment de celui des PC fixes. Les facteurs suivants jouent en faveur des portables : performance comparable à celle des PC fixes, gamme étendue et différentiel de prix quasi inexistant.

Logiciels et services

L'Inde est devenu un des centres de sous-traitements les plus importants au monde. Cette situation est s'explique par la mise à disposition d'une main-d'œuvre anglophone, très qualifiée à un prix très compétitif : annuellement sont diplômés 675 000 gradués techniques, 400 000 ingénieurs et 50 000 MBA.

L'Inde s'est positionnée sur ce marché à l'occasion du 'Bug de l'an 2000'. Depuis, ses parts de marché ne cessent d'évoluer à la hausse et son expertise est mondialement reconnue. Initialement, des activités à faible valeur ajoutée (encodage, ...) étaient externalisées ; ce processus est connu sous le nom de 'Business Process Outsourcing' . Les secteurs suivants stimulent tout particulièrement la croissance de cette activité : télécommunications, industrie, ventes de détail, institutions et services financiers.

La haute qualification de la main-d'œuvre et la crise économique mondiale voient l'émergence de l'externalisation de services à haute valeur ajoutée dénommée 'Knowledge Process Outsourcing' comme les aspects légaux, l'ingénierie, ... On estime que 30 % des sociétés européennes ont l'intention de sous-traiter leurs opérations. Le marché mondial des 'KPO' est évalué à 54 milliards de USD, desquels l'Inde devrait s'approprier 15 % pour 2010.

ÉVOLUTION VERS DES PRESTATIONS DE SERVICES À HAUTE VALEUR AJOUTÉE

Les États-Unis absorbent plus de 60 % des exportations des prestations de service; compte tenu d'un décalage horaire de 12 heures, ils disposent d'un service 24 heures sur 24.

Quelques unes des grandes fortunes indiennes ont vu leur origine dans l'informatique dont Azim Premji, dirigeant et actionnaire principal de Wipro, Shiv Nadar, dirigeant de HCL, ...

Cette situation idyllique rencontre cependant certains obstacles :

- La pénurie de main-d'œuvre est perceptible. En découlent un turnover important dans le personnel des sociétés informatiques et une pression à la hausse des salaires,
- Parallèlement, on assiste à une concurrence accrue d'autres pays asiatiques (dont le Vietnam), qui présentent des coûts au moins aussi compétitifs, et des pays émergents de l'Est, plus proches géographiquement et culturellement (Pologne, Hongrie et Roumanie).

OPPORTUNITÉS :

La demande domestique n'est pas satisfaite par la production ; il existe donc des opportunités à l'export spécialement pour les serveurs, les PC haut de gamme, les périphériques et le 'remote infrastructure management'.

3.3.2. Télécommunications

QUELQUES CHIFFRES :

- 4^{ème} marché mondial, en nombre de connexions,
- En terme de croissance, 2^{ème} marché mondial, derrière la Chine,
- Besoins en infrastructure estimés à 57 milliards de USD, pour les 3 prochaines années,
- Le réseau fixe compte 41 millions de lignes et se classe au 7^{ème} rang mondial, fin décembre 2008,
- Pour le réseau mobile, on dénombrait 391 millions d'abonnés, fin 2008 ; en 2001, on répertoriait 3,6 millions d'abonnés, soit plus de 100 fois moins,
- Plus de 8 millions de connexions mensuelles supplémentaires au réseau mobile,
- Pour 2010, on table sur 500 millions de connexions au réseau mobile,
- Le taux de couverture pour le réseau mobile devrait atteindre 90 % pour 2010,
- 13 millions de connexions Internet et 42 millions d'utilisateurs (dont la majorité dans des 'cybercafés'), en 2008.

CARACTÉRISTIQUES :

Les réseaux mobiles et fixes ont des historiques différents et conséquemment, ils présentent des situations contrastées.

Privatisé depuis ses débuts, le réseau mobile est caractérisé par une grande concurrence entre opérateurs et donc, par des tarifs qui comptent parmi les plus faibles au monde. Les marges y sont également réduites d'autant plus que le coût de déploiement d'un réseau est élevé. Les opérateurs privés détiennent 80 % du marché.

Les zones urbaines ont été prioritairement desservies. On observe donc un déséquilibre entre la densité téléphonique des zones rurales (moins de 3 %) et celle des villes (plus de 30 %) ; ce fossé est d'autant plus important que 70 % de la population vit dans les campagnes. Le secteur public accorde des subsides afin de réduire l'isolement des zones rurales. Ces aides couplées à un potentiel de croissance énorme font des zones rurales le secteur de prédilection des investissements de télécommunications.

Le réseau fixe reste lui sous l'emprise du secteur public, à concurrence de 96 % ; il a connu une évolution plus lente. Le taux de pénétration reste très faible. La croissance 2007-2008 a été légèrement négative.

Tout comme le réseau fixe, le marché de l'internet souffre du manque d'infrastructures. Seuls 42 % des détenteurs de PC disposent d'une connexion or le taux de pénétration des PC (9 pour 1000) est déjà extraordinairement bas.

Les télécommunications et, en particulier celui de la téléphonie mobile, présentent le plus fort taux de croissance. Le potentiel commercial y est conséquent. De plus, ce secteur est considéré comme un des axes prioritaires de développement par le gouvernement : le pourcentage de prise de participation a été relevé de 49 à 74 % afin d'encourager les investissements étrangers.

OPPORTUNITÉS :

Ce secteur présente donc des opportunités très intéressantes notamment en termes d'infrastructures, d'équipement et d'applicatifs et ceci, tout spécifiquement pour les technologies sans fil (dont Wimax).



3.4. Automobile

QUELQUES CHIFFRES :

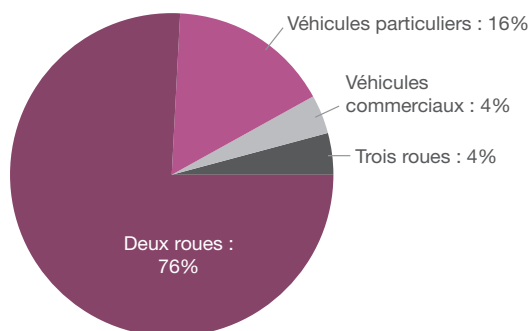
- La production automobile représente 3.5 % du P.N.B. en 2007 avec un objectif de 10 % en 2016,
- 2^{ème} producteur et 2^{ème} consommateur mondial de 2 roues,
- 2^{ème} producteur mondial de tracteurs,
- 5^{ème} producteur mondial de véhicules commerciaux,
- 4^{ème} marché de véhicules particuliers présentant le 1^{er} taux de croissance au niveau mondial,
- 5 % des ménages citadins et 1 % des ménages ruraux possèdent 1 voiture,
- Production automobile annuelle en 2007 : 2 millions d'unités,
- Croissance annuelle de productivité de 20 %,
- Taux de croissance moyen des exportations : plus de 31 %, depuis 2002,
- Taux de croissance moyen des ventes domestiques : plus de 8.85 %, depuis 2002.

La célèbre NANO
produite par le groupe Tata



CARACTÉRISTIQUES :

Parts de marché domestiques,
en %, en 2008



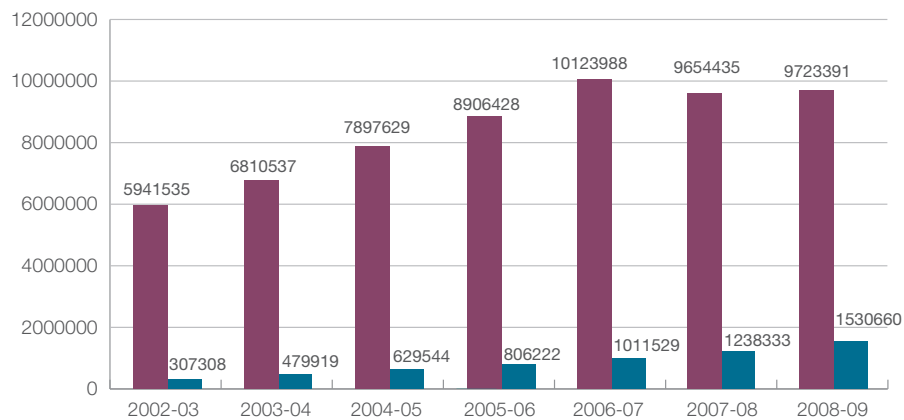
'Society of Indian Automobile Manufacturers
<http://www.siamindia.com>'

Le marché est dominé par les ventes de véhicule deux roues, essentiellement des motos, la part des scooters allant décroissant.

En ce qui concerne les véhicules particuliers, la majorité des ventes, provient des autos dont le prix est inférieur à 6 000 EUR.

Le potentiel de croissance est énorme ; en effet, les moyens dont dispose la classe moyenne sont de plus en plus conséquents. Face à la saturation des marchés occidentaux, ce nouveau pouvoir d'achat, couplé à un taux de pénétration très peu élevé (7 à 8 habitants sur 1000 seulement disposent d'un véhicule), fait de l'Inde un secteur à haut potentiel pour les ventes de véhicules à petit budget.

Nombre de véhicules vendus



'Society of Indian Automobile Manufacturers
<http://www.siamindia.com>'

■ Marché domestique ■ Export

Les importations automobiles sont insignifiantes, les taxes à l'import sont en effet particulièrement décourageantes (plus de 100 %).

L'export prend une place de plus en plus conséquente. Pour ce secteur également, l'Inde devient un centre d' 'outsourcing' important. Les grands acteurs mondiaux sont présents : GM, Ford, Volvo, Mercedes, Fiat, VW, Daewoo, BMW, Hyundai, Honda, Toyota, ... Les avantages qu'offre le pays pour l' 'outsourcing' informatique sont identiques à ceux qui soutiennent l'installation d'une base de production automobile : coûts faibles associés à une main d'œuvre qualifiée et à des critères de qualité élevés. L'expertise indienne en termes d'ingénierie, de design et d'usinage est internationalement reconnue.

OPPORTUNITÉS :

Des opportunités sont présentes sous forme de partenariat avec des sociétés étrangères notamment pour une meilleure maîtrise de la qualité, pour le respect des critères environnementaux ainsi que pour l'alimentation en sources d'énergies alternatives (gaz).

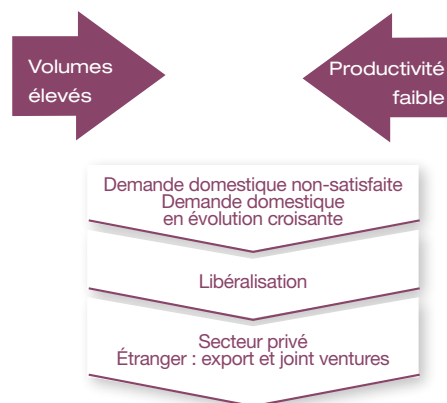


3.5. Agroalimentaire

QUELQUES CHIFFRES

- 1^{er} producteur mondial de lait, de thé, de noix de cajou, de noix de coco, de gingembre, d'épices,
- 2^{ème} producteur mondial de riz, de blé, de sucre, de fleurs, de fruits, de légumes,
- 3^{ème} fournisseur mondial de tabac,
- 7^{ème} rang mondial pour la pêche,
- 2^{ème} surface agricole mondiale (10 % de la surface agricole mondiale),
- Près de 30 % de la production de fruits et légumes est perdue à cause d'une chaîne du froid inadéquate,
- Seuls 2 % des fruits et légumes et 15 % du lait sont transformés,
- 40 % de la population est végétarienne,
- La production agricole et agroalimentaire représente 18 % du P.N.B. en 2007,
- L'agriculture occupe 600 millions de personnes, soit 1 agriculteur sur 5 au niveau mondial.

CARACTÉRISTIQUES



Bien que produisant des volumes importants de denrées alimentaires, l'Inde, confrontée à une croissance démographique conséquente et à un pouvoir d'achat en constante évolution, se retrouve dans une situation où son historique autonomie alimentaire n'est plus. L'agriculture et l'industrie agroalimentaire sont les parents pauvres de la libéralisation des années 1990.

Il est urgent de remédier aux causes d'une productivité trop faible : exploitations décentralisées, infrastructures vétustes et insuffisantes, irrigation déficiente et globalement, absence de moyens technologiques entraînent des pertes estimées à 40 % de la production totale. Les situations varient considérablement d'état à état; ainsi, le Maharashtra produit 1.393 kg de blé par hectare quand le Punjab, en procure 4.179 kg. De même, le thé provient pour 75 % du nord du pays.

Afin d'exploiter au mieux le fruit des récoltes, le gouvernement indien a décidé de s'adresser au secteur privé domestique et étranger. Ainsi, la création de ZES (voir section 2.3 Investissements Directs Étrangers) et de 'méga-parcs' alimentaires visent à attirer les capitaux étrangers en proposant divers incitants fiscaux, une réglementation allégée et des infrastructures performantes. Ces mesures ont pour objectif de réaliser un chiffre d'affaires de 300 milliards de USD pour 2015, dont l'agro alimentaire prendrait une part de 50 % ; en 2007, on atteignait une valeur de 200 milliards de USD.

OPPORTUNITÉS :

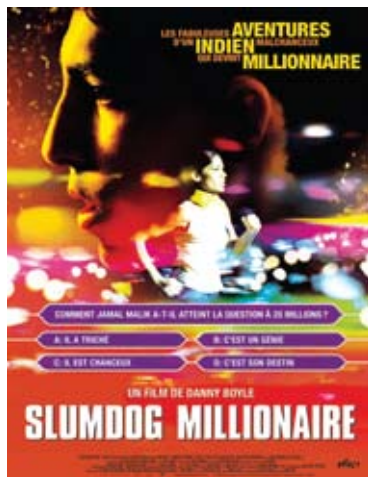
Des opportunités se présentent tout particulièrement dans les sous-secteurs suivants :

- équipements pour le traitement et l'emballage de viande, de produits de la mer, de fruits, de légumes, de céréales, d'huiles, ... De manière générale, tout matériel qui est relatif à la fraîcheur et au facteur 'santé' suscite l'intérêt.
- chaîne du froid ; en particulier pour les produits laitiers, les produits de la mer, la viande animale. La disparition du gaspillage de denrées fraîches est prioritaire. Tout ce qui concerne la préservation des aliments, transformés ou non, présente une importance considérable. On estime actuellement ce marché à 212 millions de USD.
- stockage et entreposage des produits bruts et (semi-)finis,
- engrais.

3.6. Audiovisuel et industrie du film

QUELQUES CHIFFRES

- Taille du marché en 2008 : 11.7 milliards de USD ; pour 2013, il est estimé à 21 milliards de USD,
- Bollywood produit plus de 1000 films par an, ce qui est supérieur à Hollywood.



CARACTÉRISTIQUES

Jusqu'il y peu, méconnue du grand public, l'industrie du média et du film indien a attiré l'attention internationale en produisant, notamment des films comme 'Slumdog millionnaire', qui a remporté 8 Oscars et 4 Golden Globes.

Cette activité était peu organisée. Depuis, les petites sociétés se sont regroupées et les principaux acteurs locaux sont UTV, AdLabs et Moser Baes. Le secteur a également vu l'arrivée d'acteurs internationaux tels que Walt Disney Company, NBC, BBC, ...

Le film d'animation est une niche particulièrement prometteuse en termes de revenus. En effet, le coût de production d'un film de 22-24 minutes s'élève à 60 000 USD en Inde pour 300 000 USD en Europe. Tout comme pour de nombreux autres secteurs, l'Inde offre une main-d'œuvre qualifiée à un prix imbattable. Ainsi, beaucoup de films produits par Hollywood sont sous-traités à Bollywood pour les effets visuels (dont 'The Golden Compass' qui a remporté un Oscar pour ... les meilleurs effets visuels).

L'évolution démographique favorable et l'augmentation du pouvoir d'achat de la classe moyenne (environ 300 millions de personnes) poussent la demande domestique vers le haut.

La tendance sur le marché interne est à la régionalisation du contenu (notamment en terme de langue utilisée) et au 'narrowcasting', soit au développement de chaînes thématiques (niches).

Le piratage, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et la croissante concurrence d'autres pays asiatiques (Corée du Sud, Chine, Philippines et Taiwan) viennent quelque peu ternir le tableau.

OPPORTUNITÉS :

Le pays est à la recherche d'expertise technique et de standards de production.

4

‘Success stories’ récentes



Les entreprises belges présentées dans ce chapitre ont pour caractéristiques communes d'avoir réussi avec brio leur entrée sur le marché indien et d'y avoir réalisé une part importante de leur chiffre d'affaires à l'exportation.

Les six études de cas proposées ont été sélectionnées en fonction des critères suivants : représentativité des secteurs, régions et tailles de sociétés. Les sociétés citées ci-dessous ne constituent en rien une liste exhaustive.

D.E.M.E.

SECTEUR
Dragage

LOCALISATION
Dhamra,
état de l'Orissa.

Société :

D.E.M.E. peut s'appuyer sur près de 150 années d'expérience au niveau international. Au fil du temps une série d'activités spécifiques se sont développées en support du 'core business' de dragage et de récupération de terres.

Ces activités sont toutes relatives à l'ingénierie hydraulique et aux projets en mer et environnementaux.

Étude de cas :

Dhamra était un petit port de pêche dans l'état de l'Orissa, près du Golfe de Bengale. Le 1^{er} mars 2010, un nouveau port y sera inauguré grâce à une entreprise comme Dredging International, du groupe Deme (Dredging, Environmental and Marine Engineering, du groupe Dredging International) établi à Zwijndrecht (province d'Anvers). Des navires de dragage approfondissent le chenal d'accès à Dhamra, long de 19 km. L'argile draguée est ensuite clappée dans la mer. Trente kilomètres plus loin, du sable pur est emprunté par moyens de dragage en vue de remblayer le terrain pour le terminal portuaire, grand de 130 ha. Entretemps, on travaille à l'infrastructure du terminal : débarcadères et embarcadères, emplacements de transbordement, voies ferroviaires, grues, bandes de transport... Lorsque ce terminal sera prêt, 21,4 millions de tonnes d'acier et de minerais seront traités annuellement. Et cela ne constitue que la première phase.

Site : www.deme.be

Picanol

SECTEUR
Industrie textile

LOCALISATION
New Delhi, Mumbai et
Coimbatore

Société :

Picanol développe, produit et commercialise des machines à tisser à haute valeur technologique. Les machines à tisser Picanol sont le résultat d'un savoir-faire technologique et d'une expérience de plus d'un siècle. Aujourd'hui, plus de 2 600 usines à travers le monde entier sont équipées des métiers Picanol, soit plus de 110 000 unités.

Étude de cas :

Picanol a ouvert sa propre filiale indienne, 'Picanol India Private' ; elle est opérationnelle depuis le 01/01/2008.

Picanol a offert ses produits et services en Inde depuis 1956 à travers son agent 'Engineering & Agencies'. Cependant, au vu des récents développements positifs et de la croissance attendue de ce marché, Picanol a décidé d'établir sa propre société en Inde et de mettre fin à l'amiable à sa collaboration avec 'Engineering & Agencies'.

L'unique objectif de Picanol India Private Ltd est de répondre au mieux aux besoins du marché grâce à un contact direct commercial et à la prestation de services appropriés. Picanol India Private Ltd est le représentant de Picanol sur le marché indien.

Tractebel Engineering

SECTEUR
Infrastructures
portuaires

LOCALISATION
Manada

Elle exercera les activités suivantes :

- Commercialisation des machines à tisser Picanol suivantes : OMNIplus 800 & OMNIjet airjet machines, Optimax, GTX-plus et les machines rapières GT-Max, TERRYplus 800 airjets pour serviettes éponge et OMNIplus 800 TC,
- Vente de pièces de rechange originales Picanol sur le marché indien,
- Vente de tous les accessoires GTP,
- Station de maintenance PCB située à New Delhi pour réparer les plaquettes électroniques des métiers à tisser,
- Gamme complète de services relatifs aux machines à tisser Picanol, en ce inclus, l'installation, la mise en service et la maintenance.

Le siège central de la nouvelle société est situé à New Delhi avec des bureaux régionaux à Mumbai et Coimbatore et ce, afin de répondre de manière plus rapide aux demandes commerciales et de services relatifs aux machines à tisser Picanol.

Site : www.picanol.be

Société :

Tractebel Engineering, une des plus grandes sociétés de consultation européennes en ingénierie, offre une gamme étendue de services d'ingénierie pour les secteurs de l'énergie, de l'industrie, le secteur tertiaire tant pour les communautés que pour les organisations nationales et internationales. Tractebel Engineering est très présent en Inde avec des projets d'envergure dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie, des infrastructures et du gaz.

Étude de cas :

Tractebel Engineering a signé un important contrat en Inde. Indian Gas Ltd a confié l'étude de la stratégie globale relative au développement du port de Manada à l'extrême sud de l'Inde à un consortium comprenant Tractebel Engineering et d'autres sociétés belges comme G-Tec, FITA et le pôle 'Logistics in Wallonia'.

Ce projet comprend la collecte d'informations de base, l'établissement du trafic et des prévisions de capacité, la planification des tâches et des phases du projet et finalement, l'élaboration des plans d'infrastructure du port et du terminal. Le nouveau port devrait être opérationnel pour 2012.

Sites : <http://in-en.tractebel-engineering-gdfsuez.com/welcome>
<http://www.logisticsinwallonia.be/>

Umicore

SECTEUR
Technologie
des matériaux

LOCALISATION
Pune

Société :

Umicore est un Groupe spécialisé en technologie des matériaux. Ses activités s'articulent autour de quatre secteurs d'activités : Matériaux Avancés, Métaux Précieux-Produits et Catalyseurs, Métaux Précieux-Services et Zinc-Produits Spéciaux. Chaque secteur d'activités est divisé en plusieurs business units, axées sur leurs marchés.

Umicore se concentre sur les domaines d'application dans lesquels elle sait que sa compétence en matière de métallurgie, de chimie et de science des matériaux peut faire la différence, que ce soit pour les produits essentiels à la vie de tous les jours ou ceux à la pointe de nouveaux développements technologiques. L'objectif primordial d'Umicore est d'œuvrer en faveur de la création de valeur durable, basée sur la conception, la production et le recyclage de matériaux conformément à sa mission, que résume parfaitement cette devise:

' materials for a better life '.

Cockerill Maintenance et Ingénierie

SECTEUR
Sidérurgie

LOCALISATION
Mumbai

Le Groupe Umicore déploie des activités industrielles sur tous les continents et dessert une clientèle mondiale. Il a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de € 8,3 milliards (revenus de € 1,9 milliards hors métaux) et emploie actuellement quelque 15.000 personnes.

Étude de cas :

En juillet 2008, le groupe de technologie des matériaux Umicore a annoncé son intention de renforcer sa présence sur le marché indien de réduction des émissions de polluants produits par les véhicules en y implantant une unité de production de catalyseurs automobiles. Cet investissement implique le développement d'un tout nouveau site de production dont la capacité permettra d'équiper environ 1,5 millions de voitures par an. Sa construction devait s'achever en 2010 et la production devrait démarrer quasiment sitôt après. Umicore étendra également sa gamme de services commerciaux et techniques offerts dans la région. Le marché indien se caractérise par l'augmentation de la demande dans le domaine de la mobilité individuelle, l'extension du réseau routier et le durcissement de la législation relative aux émissions des véhicules automobiles. Grâce à son investissement, Umicore pourra alimenter les constructeurs automobiles, tant locaux qu'internationaux présents sur ce marché en pleine croissance. Elle fera en outre bénéficier sa clientèle de toute sa palette de compétences en matière de catalyseurs, de chimie des métaux précieux et de technologies appliquées. Cet investissement est conforme à la stratégie d'Umicore qui vise à investir au sein des principaux marchés en expansion dans le domaine du contrôle des émissions automobiles. Il est calibré de manière à pouvoir faire face aux besoins variés du marché ainsi qu'à sa croissance future. L'unité de production sera en mesure d'approvisionner jusqu'à un tiers du marché automobile indien estimé. À l'heure actuelle, Umicore dessert le marché indien en catalyseurs automobiles par l'intermédiaire de son bureau de vente et d'ingénierie de Pune et utilise son ancrage industriel mondial afin de satisfaire la demande locale des constructeurs automobiles.

Site : www.umicore.com

Société :

CMI Industry est la division du Groupe CMI spécialisée dans les équipements industriels. En sidérurgie, CMI Industry fournit des solutions pour des complexes de laminage à froid. Il a développé une large gamme de technologies dans les lignes de process, les laminoirs à froid et les procédés chimiques et thermiques. CMI Industry fournit également des locomotives de manœuvre. Par ailleurs, il offre une large gamme de services de maintenance industrielle préventive et corrective, et de services de modernisation et de revamping d'équipements.

CMI Industry fait partie du Groupe CMI, un équipementier technique international basé en Belgique, spécialisé dans la maintenance et l'ingénierie et actif sur les marchés de l'Énergie, de la Défense et de l'Industrie. CMI emploie quelque 3.500 personnes dans le monde (France, Luxembourg, Belgique, Allemagne, Brésil, Chine, États-Unis, Inde et Russie). En 2007, le Groupe CMI a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 531 Mios d'euros et ses enregistrements de commandes ont atteint 868 Mios d'euros.

Étude de cas :

Le Groupe belge CMI, via sa nouvelle filiale indienne CMI FPE Ltd., a conclu un contrat avec Tata Steel pour la fourniture d'un laminoir à froid réversible 6-High et d'une ligne de dégraissage électrolytique. Le contrat a été officiellement signé en présence de Sa Majesté le Roi Albert II au cours de la visite d'État belge en Inde, en novembre 2008.

Le laminoir 6-High et la ligne de dégraissage électrolytique seront installés à Jamshedpur (Inde). Ces deux équipements auront une capacité de production annuelle de 220.000 tonnes. La ligne de dégraissage électrolytique sera mise en route endéans les treize mois et le laminoir endéans les vingt mois.

IBA
SECTEUR
 Technologies
 de pointe pour
 le secteur
 pharmaceutique
LOCALISATION
 New Delhi

Jean-Marc Kohlgruber, Président de CMI Industry et Président de CMI FPE Ltd., commente : 'Pour nous, ce contrat confirme la confiance du Groupe Tata en notre récente alliance CMI-FPE. Le Groupe CMI et Tata Steel entretiennent une relation privilégiée depuis la fourniture au début des années 2000 d'une ligne de galvanisation. Par ailleurs, Tata Steel a acquis plusieurs équipements auprès de FPE (I) Ltd. ces dernières années, tant pour des solutions de laminage que pour de la galvanisation.'

Rob Johnson, Directeur général de CMI FPE Ltd., souligne : 'Nous sommes très fiers de fournir ce deuxième laminoir à Tata Steel dans un laps de temps de 12 mois et face à une forte concurrence internationale. Notre ambition est de demeurer un fournisseur préférentiel d'équipements pour une entreprise prestigieuse comme Tata Steel.'

Et Jean-Marc Kohlgruber de conclure : 'La combinaison des technologies de FPE et de CMI constitue une alliance naturelle. Nous développons une large gamme de solutions pour des complexes à froid complets. Nous sommes convaincus que Tata Steel et d'autres fabricants d'acier bénéficieront des innovations technologiques et du service de classe mondiale dont le Groupe CMI est coutumier sur tous ses marchés.'

Site : <http://www.cmigroupe.com/vpage.php?id=469>

Société :

IBA développe et commercialise des technologies de pointe ainsi que des solutions pharmaceutiques et sur mesure pour les soins de santé, en mettant l'accent sur le diagnostic et le traitement du cancer.

Fort de son expertise scientifique, IBA est également active dans le domaine de la stérilisation et de l'ionisation industrielle. Cotée sur la bourse paneuropéenne EURONEXT, IBA fait partie de l'indice BelMid. (IBA : Reuters IBAB.BR et Bloomberg IBAB.BB).

Étude de cas :

IBA LIVRE SON CYCLONE® 30 AU VECC EN INDE ET VOIT DES POSSIBILITES FUTURES POUR SES ACCELERATEURS DANS LES DOMAINES DU DIAGNOSTIC ET DE LA THERAPIE EN INDE.

4 novembre 2008

Louvain-la-Neuve, Belgique et New Delhi, Inde, 4 novembre 2008 – IBA (Ion Beam Applications S.A.) a annoncé avoir atteint un point décisif dans le cadre du contrat précédemment signé et portant sur la livraison d'un Cyclone® 30 – un cyclotron de 30 MeV (Millions d'Electrons Volts) - au Département de l'Energie Atomique Indien (DAE), au Variable Energy Cyclotron Centre (VECC), à Calcutta.

Le contrat, signé au début de l'année 2007 et relatif à la livraison du Cyclone® 30, porte sur une valeur non divulguée se situant entre 5 et 10 millions d'euros.

Aujourd'hui, IBA a remis au VECC un rapport de statut du projet comprenant des données techniques du cyclotron C30 conçu pour répondre aux exigences du VECC. Le Cyclone® 30 a brillamment réussi l'essai de réception en usine et l'équipement a désormais été envoyé en Inde afin de commencer l'installation sur le site. Le projet devrait être opérationnel à la fin de l'année 2009.

La cérémonie a eu lieu aujourd'hui à New Delhi en présence de Sa Majesté le Roi Albert II de Belgique, le ministre belge des Affaires étrangères, M. Karel De Gucht, et l'Ambassadeur de Belgique à New Delhi, M. Jean-Marie Deboutte.

IBA est présente en Inde depuis un certain nombre d'années, avec un centre de production de radiopharmaceutiques TEP (Tomographie par Emission de Positons) basé à Noida, dans la banlieue de Delhi, et participe à l'installation d'un Cyclone® 30 au VECC, une unité de pointe en matière de recherche et de développement du Département de l'Energie Atomique Indien (DAE) à Calcutta.

Le projet de cyclotron de 30 MeV avec le VECC est le premier (et actuellement le seul) projet du genre en Inde qui permettra de produire des isotopes SPECT (Tomographie par émission monophotonique) tels que le Thallium-201. Il permettra à l'Inde de ne plus dépendre de l'importation onéreuse de radioisotopes médicaux en produisant ceux-ci localement afin de desservir une plus grande partie de la population indienne. IBA a également joué un rôle de pionnier en ouvrant le premier centre radiopharmaceutique TEP en Inde. Dès lors, des milliers de patients cancéreux ont accès aux toutes dernières techniques de diagnostic et de traitement en Inde.

'Nous sommes satisfaits d'avoir atteint ce point déterminant du projet avec le VECC', a déclaré Pierre Mottet, Chief Executive Officer d'IBA. 'IBA est l'entreprise n°1 dans les domaines touchant au x technologies d'accélérateurs de particules et ce projet consolide davantage notre position de leader dans ce domaine. Nous sommes impatients de collaborer avec le VECC afin d'apporter notre expertise dans le domaine de la proton thérapie, de la médecine nucléaire et de l'industrie', poursuit M. Mottet.

'Nous sommes extrêmement satisfaits du soutien professionnel que nous apporte IBA dans la gestion de ce projet complexe qui profitera à des milliers de patients en Inde', a déclaré le Dr. Rakesh Bhandari, Directeur exécutif du VECC.

À PROPOS DU VECC :

Le Variable Energy Cyclotron Centre est une unité de recherche et de développement de pointe du Département de l'Energie Atomique Indien. Ce centre vise à mener des projets de recherche et de développement frontaliers dans les domaines de la science et de la technologie d'accélérateur, de la science nucléaire (théorique et expérimentale), de la science matérielle, de la science et de la technologie informatique et dans d'autres domaines pertinents.

Sites : <http://www.iba-worldwide.com>
<http://www.veccal.ernet.in/>

5 Étiquette



Langue

La langue officielle nationale est l'hindi. Les différents États peuvent reconnaître d'autres langues officielles ; on en dénombre au total 18.

L'anglais, très répandu, est la langue véhiculaire pour le commerce international.

Salutations

En matière d'affaires, l'étiquette requiert une poignée de mains. Les Indiens, entre eux, joignent les paumes de mains à hauteur de la poitrine et inclinent légèrement la tête ; cette posture est connue sous le nom de 'namasté'. Utiliser cette attitude indique que vous avez intégré l'étiquette indienne.

Titres

Les Indiens sont friands de titres tels que 'Professeur', 'Docteur' et 'Ingénieur'.

Lorsque vous vous adressez à un Indien, utilisez toujours la forme appropriée de son titre ; si vous l'ignorez, 'Monsieur' ou 'Madame' suffira. N'employez pas le nom seul de la personne sans son titre sans y avoir été invité au préalable.

Cartes de visite

Veillez à emporter vos cartes de visite.

Elles peuvent être rédigées uniquement en anglais. Il n'est pas nécessaire d'utiliser l'hindi.

Les titres honorifiques étant largement appréciés (voir supra), il importe de les mentionner sur les cartes de visite (académique, noblesse, ...).

Elles seront remises à votre interlocuteur après la première poignée de main et la salutation. Présentez la toujours de la main droite et de manière à ce qu'il puisse la lire lorsque vous la lui remettez. De même, réceptionnez de la main droite les cartes de visite qui vous sont données et rangez les avec soin et respect.

Réunions

La notion du temps diffère de la nôtre.

- Prenez rendez-vous un à deux mois à l'avance, si possible par écrit.
- La fin de matinée ou le début d'après-midi sont les périodes les plus propices à la tenue d'une réunion.
- Il est opportun de reconfirmer un rendez-vous car ils peuvent être annulés en dernière minute, l'idéal étant de rappeler le jour-même. Laisser des plages libres dans votre agenda pourrait être utile en cas de reprogrammation tardive d'un rendez-vous.
- Vu l'état des infrastructures (voir supra), il est recommandé de prévoir une marge dans vos temps de déplacement.
- La ponctualité est appréciée même si elle n'est pas toujours réciproque.

- Afin que tous les participants soient bien informés, il est utile de fournir un ordre du jour détaillé ainsi que toutes les informations contextuelles : données, tableaux, qui est concerné, qui a implémenté, ... Vos partenaires se trouvent ainsi dans une position plus confortable.
- Il est usuel que les réunions soient interrompues et que des digressions en occupent un temps conséquent.
- Afin de structurer et de planifier les prochaines phases d'un projet, il est indiqué d'envoyer un compte-rendu de la réunion passée et des prochaines actions à entreprendre.

Négociations

Traditionnellement, faire des affaires en Occident, c'est atteindre un résultat. En Inde, c'est l'aboutissement d'interactions personnelles et de relations humaines. Les Indiens attachent énormément d'importance à la crédibilité et à la fiabilité qu'ils accordent à leurs partenaires commerciaux ; celles-ci sont la base d'une collaboration sécurisante pour les deux parties. La confiance réciproque se construit et se renforce au fil du temps. Une des erreurs les plus communes est de se focaliser exclusivement sur des chiffres, des résultats, des faits et d'oublier la confiance, base de la relation commerciale. Il importe de garder présentes les notions de respect mutuel, de bon sens et d'honneur.

Bien que d'Etat à Etat, les situations peuvent présenter des divergences, on peut néanmoins lister les caractéristiques communes suivantes :

- Les Indiens sont d'habiles et tenaces négociateurs,
- Ils marquent rarement leur opposition de manière ouverte.
- L'aboutissement de négociations est un processus lent, spécifiquement dans le secteur public.
- Perdre votre calme, c'est perdre la face et montrer que vous êtes indigne de respect et de confiance,
- Il est important de pouvoir faire des concessions tant dans les prix que dans les termes de l'accord. Vous pouvez en attendre de même de la part de vos interlocuteurs. Les offres présentant des prix fermes et définitifs peuvent être interprétées comme inflexibles et inadéquates par rapport à leurs besoins,
- Ne marquez pas publiquement un désaccord avec un des membres de votre équipe,
- La conclusion d'un contrat est souvent fêtée par un repas au restaurant.

Code vestimentaire

Le classicisme est de bon ton : costumes foncés pour les hommes, tailleurs ou robes pour les femmes.

Cadeaux d'affaire

A l'issue de réunions, des cadeaux peuvent être échangés mais des présents trop volumineux ou onéreux peuvent être perçus comme gênants. Si l'on vous offre un cadeau, mettez-le de côté et ne l'ouvrez pas en présence du donateur. Si vous offrez vous-même un cadeau, présentez-le à deux mains.

Horaires de travail

Classiquement, la journée commence à 10:00 pour se terminer à 17:00.

Dans les grandes villes, la tendance est d'allonger la journée de travail et de démarrer plus tôt afin d'éviter la cohue des heures de pointe. La journée peut ainsi démarrer vers 7:30 pour se terminer vers 20:00.

Sujets de discussion à proscrire

Le Pakistan, les rapports entre les religions et castes ainsi que la pauvreté sont des sujets sensibles ; il est préférable de ne pas les aborder.

6 Adresses utiles



6.1. En Belgique

Flanders investment & trade (F.I.T.)

90, rue Gaucheret
1030 Bruxelles
Fax : + 32 2 504 87 11
Tél : + 32 2 504 88 99
Email : info@fitagency.be
www.flandersinvestmentandtrade.be

Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers (A.W.E.X.)

2, Place Sainctelette
1080 Bruxelles
Fax : + 32 2 421 82 11
Tél : + 32 2 421 87 87
Email : mail@awex.be
www.awex.be

Brussels Export

500, avenue Louise boîte 4
1050 Bruxelles
Fax : + 32 2 800 40 00
Tél : + 32 2 800 40 01
Email : infos@brussels-export.irisnet.be
www.brussels-export.be

Ambassade d'Inde

S.E.Dr. Jaimini Bhagwati, Ambassadeur
217, chaussée de Vleurgat
1050 Bruxelles
Fax : + 32 2 640 91 40
Tél : + 32 2 648 96 38
Email : info@indembassy.be
www.indembassy.be

Département commercial et économique

Tél : 32 2 640 91 40
Fax : 32 2 648 96 38
Email : commercial2@indembassy.be
Email : trade@indembassy.be

Chambre de commerce belgo-indienne

Président : Monsieur Philippe Vlerick
Bâtiment ING
24, avenue Marnix
1000 Bruxelles
+ 32 479 75 88 92
+ 32 52 45 38 60
Email : Bicci.boussery@skynet.be
www.bic-belgium.com

6.2. En Inde

Ambassade de Belgique en Inde

Ambassadeur : S.E. J.M. Deboutte
Ambassadeur en Inde, Bhutan, Nepal,
Sri-Lanka ainsi que dans les Maldives
et consul général dans les états d'Assam,
de Bihar, d'Haryana, d'Himachal Pradesh,
de Jammu et du Cachemire, de Lakshaneer
(Laccadive, Minicoy, Amindive), de Madhya
Pradesh, de Meghalaya, de Nagaland,
d'Orissa, du Punjab, du Rajasthan, d'Uttar
Pradesh et du Bengal occidental, ainsi que
pour les régions d'Andaman et de Nicobar,
de Chandigarh, de Delhi, de Manipur
et de Tripura.

50-N Shantipath, Chanakyapuri
New Delhi 110021
Fax : + 91 (11) 42.42.80.00
Tél : + 91 (11) 42.42.80.02
Email : newdelhi@diplobel.fed.be
www.diplomatie.be/newdelhi.fr

Consulat général de Belgique à Mumbai

Consul général Jean-Paul Schittecatte pour les
Etats d'Andhra Pradesh, de Goa, de Gujarat,
du Kerala, de Maharashtra, de Karnataka,
du Tamil Nadu ainsi que pour les régions de
Daman et Diu, de Dadra, de Nagar Haveli en
Pondicherry.

Avantha House, 5th floor
Dr. Annie Besant Road, Worli
Mumbai 400 030
Tél : + (91) (22) 2421 2115
Fax : + (91) (22) 2436 1420
Email : Mumbai@diplobel.fed.be
www.diplomatie.be/mumbai

Consulat Honoraire Chennai

C/o Spic Centre, 97, Mount Road
Guindy - Chennai 600 032
Tél : + (91) 44 22 35 08 77
Fax : + (91) 44 2235 03 08

Consulat honoraire Kolkata

10, Camac Street - Industry House
15th floor - Kolkata 700017
Tél : + (91) (33) 228 27 534
Fax : + (91) (33) 228 27 535
Email : birlatea@giascl01.vsnl.net.in

Flanders Investment & Trade India

■ Marc Schiltz,

Attaché commercial - Représentation économique flamande via l'ambassade belge en Inde

50 - N, Shantipath, Chanakyapuri
New Delhi 110021
Tél : +91 11 42 42 81 00
Fax : +91 11 42 42 81 10
Email : newdelhi@fitagency.com
www.flandersinvestmentandtrade.com

■ Ralph Moreau,

Attaché commercial ICT - Représentation économique flamande via l'ambassade belge en Inde

50 - N, Shantipath, Chanakyapuri
New Delhi 110021
Tél : +91 11 42 42 81 00
Fax : +91 11 42 42 81 10
Email : newdelhi@fitagency.com
www.flandersinvestmentandtrade.com

■ Tom Vermeulen,

Attaché commercial ICT - Représentation économique flamande via le Consulat général de Belgique

Thapar House, 5th Floor Dr. Annie Besant Road
Mumbai 400 030
Tél : +91 22 66.10.02.88
Fax : +91 22 24.30.06.96
Email : mumbai@fitagency.com
www.flandersinvestmentandtrade.com
Skype: FIT Mumbai - Tom Vermeulen

■ Jayant Nadiger,

Secrétaire commercial à Bangalore pour les juridictions de l'Andaman & des îles Nicobar, de l'Andhra Pradesh, de Karnataka, du Kerala, de Laquedives, du Tamil Nadu et de Pondichéry

Trade Commission of Flanders - Belgium 102,
First Floor,
Prestige Poseidon 139, Residency Road
Bangalore 560 025
Tél : +91(80) 22 22 99 21 / 22 22 99 22
Fax : +91 (80) 22 22 99 20
Email : bangalore@fitagency.com
www.flandersinvestmentandtrade.com

Agence Wallonne à l'EXportation Inde

■ Jean-Guy Schattens,

Attaché économique et commercial pour les juridictions de Dadra et Nagar Haveli, de Daman et Diu, de Goa, de Gujarat et du Maharashtra

Consulat Général de Belgique
Thapar House, 5th floor
Dr. Annie Besant Road, Worli
Mumbai 400 030
Tél : + 91 (22) 24 32 18 29
Fax : + 91 (22) 24 32 26 09
Email : mumbai@awex-wallonia.com

■ Jean-Pierre Muller,

Attaché économique et commercial pour les juridictions de l'Arunachal Pradesh, de l'Assam, de Bihar, de Chhatisgarh, de l'Haryana, de l'Himachal Pradesh, de Jammu et du Cachemire, de Jharkhand, de Madhya, du Pradesh, de Meghalaya, de Mizoram, de Nagaland, de l'Orissa, du Penjab, du Rajasthan, de Sikkim et de Tripura. Il est également compétent pour les pays suivants : Bangladesh, Népal et Sri Lanka.

Ambassade de Belgique
50-N Shantipath, Chanakyapuri
110021 New Delhi
Tél : + 91(11)42 42 82 00
Fax : + 91 (11) 42 42 82 10
Email : newdelhi@awex-wallonia.com

Brussels Export

■ Jean-Pierre Muller,

■ Tom Vermeulen,

■ Jayant Nadiger,

voir ci-dessus.

6.3. Sites à consulter

6.3.1 Organismes officiels

Portail national
www.india.gov.in

Répertoire des sites du gouvernement indien
<http://goidirectory.nic.in/>

Site renvoyant vers des sites publics, privés et organisationnels
<http://indiainimage.nic.in>

Ministère de l'Agriculture - Département de l'Agriculture et de la coopération

<http://agricoop.nic.in>

Ministère de la Chimie

www.chemicals.nic.in

Ministère de l'Aviation civile

<http://civilaviation.nic.in>

Autorités aéroportuaires indiennes

<http://www.airportsindia.org.in>

Direction générale de l'Aviation civile

<http://dgca.nic.in/sitemap.htm>

Information aéronautique

<http://www.aviationinfo.co.in/>

Ministère du Commerce et de l'Industrie

Direction générale du Commerce Extérieur

<http://dgft.delhi.nic.in/>

Ministère de la Défense

<http://mod.nic.in>

Ministère de l'Environnement et des Forêts

<http://envfor.nic.in>

Ministère des Affaires Etrangères

<http://meaindia.nic.in>

Ministère des Finances

<http://www.finmin.nic.in>

Ministère de l'Agro-alimentaire

<http://mofpi.nic.in>

Ministère de l'Intérieur

<http://mha.nic.in>

Ministère de la Santé et de la Famille

<http://mohfw.nic.in>

Département de l'Industrie

<http://www.dipp.nic.in>

Ministère de l'Information et de la Communication audiovisuelle

<http://www.mib.nic.in/>

Ministère des Technologies de l'Information

<http://www.mit.gov.in>

Ministère de l'Emploi

<http://labour.nic.in>

Ministère des Affaires Juridiques

<http://lawmin.nic.in>

Ministère des Mines

<http://www.mines.nic.in>

Ministère des Énergies Alternatives

<http://mnes.nic.in>

Ministère du Pétrole et du Gaz Naturel

<http://petroleum.nic.in>

Ministère de l'Énergie

<http://powermin.nic.in>

Ministère des Chemins de Fer

<http://www.indianrailways.gov.in/>

Ministère du Transport Routier et des Autoroutes

<http://morth.nic.in>

Ministère de la Science et de la Technologie

<http://mst.nic.in>

Ministère des P.M.E. et des petites entreprises agrico-rurales

<http://ssi.nic.in>

Ministère de la Sidérurgie

<http://steel.nic.in>

Département du Transport Maritime

<http://shipping.nic.in>

Ministère des Télécommunications

<http://www.dot.gov.in>

Ministère de l'Industrie Textile

<http://texmin.nic.in>

Ministère du Développement Urbain et de la Réduction de la Pauvreté

<http://urbanindia.nic.in>

Zones Economiques Spéciales

<http://sezindia.nic.in/>

6.3.2. Appels d'offres

<http://all-tenders.com/>

<http://www.tendercircle.com/>

<http://tendercity.indiatimes.com/>

<http://www.tendersinfo.com/>

<http://www.tenderhome.com/>

<http://tenders.gov.in/>

<http://tenders.indiamart.com/>

<http://www.tendertimes.com/>

6.3.3. Chambres de commerce

Fédération des Chambres de commerce et d'industrie indiennes

<http://www.ficci.com/>

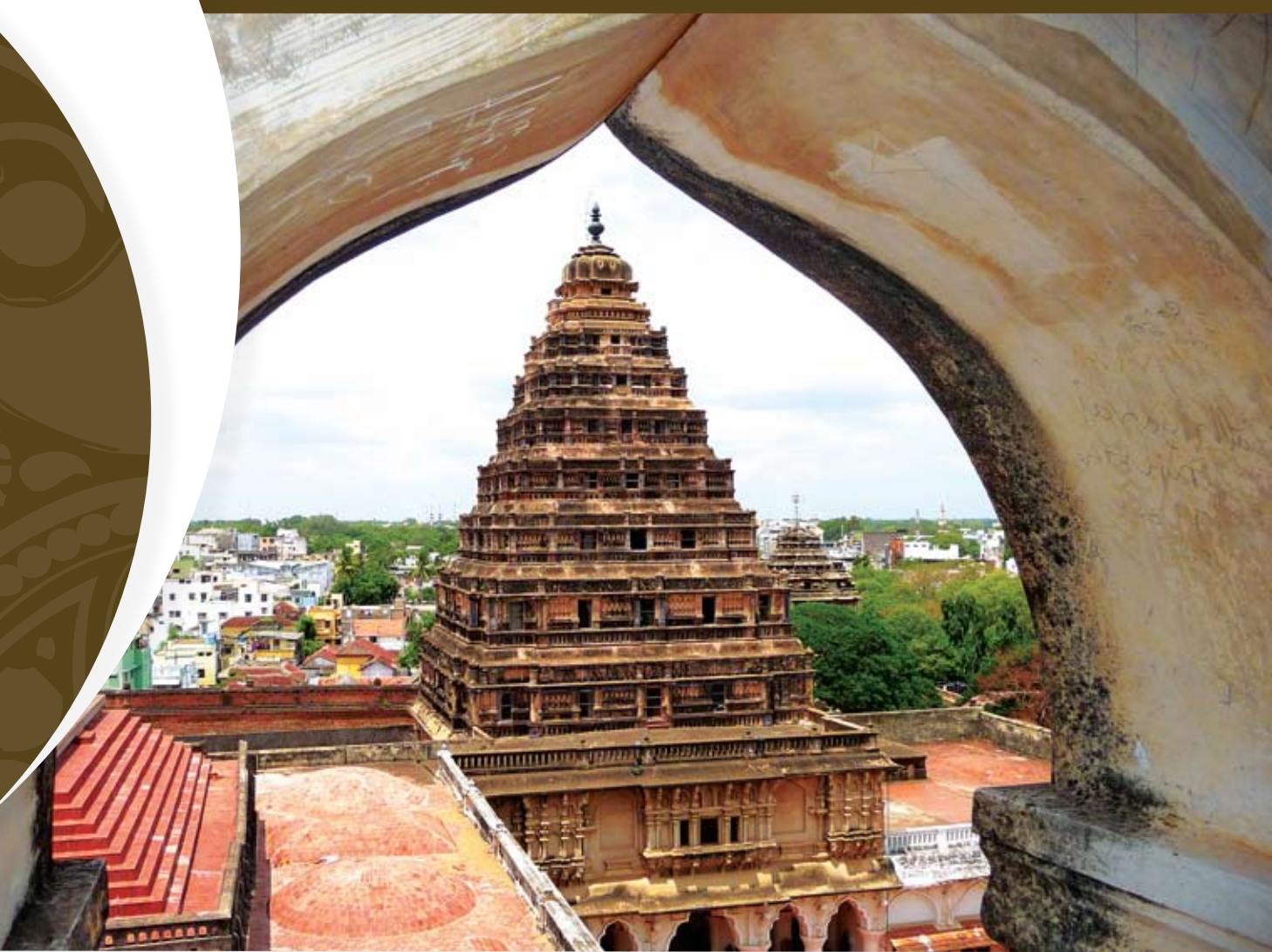
Fédération de l'Industrie indienne

<http://www.ciionline.org/>

Association des Chambres de Commerce et d'Industrie indiennes

<http://www.assochem.org>

7 Sources



7. Sources

SEMINAIRES

'Catching the Indian tiger' 12th November 2009	KBC - Belgo-Indian Chamber of Commerce and Industry
Export Seminar on India	Brussels Export - Brussels Enterprises Commerce and Industry - I.N.G

INTERNET

Flanders Investment and Trade	http://www.flanderstrade.be
Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements Étrangers	http://www.awex.be
Brussels Export	http://www.brussel-export.be
S.P.F. Affaires Etrangères	http://www.diplomatie.be
Central Intelligence Agency	http://www.cia.gov/
Viewswire	http://viewswire.com
Fonds Monétaire International	http://imf.org
Banque mondiale	http://siteresources.worldbank.org/ http://www.doingbusiness.org/
Organisation et de Coopération et de Développement Economiques	http://www.oecd.org
Ambassade d'Inde en Belgique	http://www.indembassy.be/
Eurostat	http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/ eurostat/home/
Ducroire - Delcredere	http://www.ducroire.be
Services commerciaux américains	http://www.buyusa.gov/india/en/
UK India Business Council	http://www.ukibc.com
KPMG India	http://www.in.kpmg.com
UbiFrance	http://www.ubifrance.fr
Services Economiques français	http://www.dgtpe.fr/se/
Site français d'actualités indiennes	http://www.aujourdhuilinde.com
International Trade Center	http://www.intracen.org
Ambassade du Luxembourg à New Delhi	http://newdelhi.mae.lu
Market Access Database	http://www.doingbusiness.org/
Kwintessential	http://www.kwintessential.co.uk
Business knowledge resources	http://business.gov.in/
Chambre de Commerce et d'Industrie Belgo-Indienne	http://www.bic-belgium.com

Agence pour le Commerce Extérieur

3, rue Montoyer

1000 Bruxelles

Tél : + 32 2 206 35 11

Flanders Investment and Trade

90, rue Gaucheret

1030 Bruxelles

Tél : + 32 2 504 87 11

Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements Etrangers

2, Place Saintelette

1000 Bruxelles

Tél : + 32 2 421 82 11

Brussels Export

500, avenue Louise, boîte 4

1050 Bruxelles

Tél : + 32 2 800 40 00



Rédacteur : Christelle Charlier

Imprimé sur du papier certifié FSC

Rédacteur : Christelle Charlier

Graphisme et réalisation : Image Plus - communication corporate

Bien que tout ait été mis en œuvre afin de fournir une information précise et à jour, ni l'Agence pour le Commerce Extérieur, ni ses partenaires (Flanders Investment and Trade, Agence Wallonne à l'Exportation et Brussels Export) ne peuvent être tenus responsables d'erreur, d'omissions et de déclaration mensongère. Ils ne peuvent non plus être tenus responsables d'utilisation ou d'interprétation des informations contenues dans cette étude, qui ne vise pas à délivrer des conseils.

Date de publication : Février 2010